

Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 1)

Karin RENON*

Depuis la fin des années soixante une situation conflictuelle se perpétue en Irlande du Nord, marquée par d'importants actes de violence. Le conflit a fait à ce jour plus de trois mille morts et trente-six mille blessés. Ce qui, en chiffres absolus, peut ne pas paraître considérable, correspond toutefois à un taux de violence élevé pour une population de 1,5 million d'habitants. Le conflit frappe notamment par sa longue durée. Toutefois, à présent il est entré dans un processus de paix fragile. Le 31 août 1994, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a déclaré un cessez-le-feu et quelques mois plus tard, le 13 octobre, les paramilitaires protestants-loyalistes ont fait de même en annonçant une trêve ; le processus a semblé s'interrompre en 1996, puis reprendre avec la victoire du " nouveau " Labour de Tony Blair aux élections de 1997.

Après la division de l'île en 1920, l'Irlande du Nord est restée au sein du Royaume-Uni, dotée d'un statut politique de semi-autonomie (devolution), ce qui lui a permis d'évoluer de façon distincte et spécifique. Et ce n'est qu'avec les violences que la province a perdu cette autonomie et est passée, en 1972, sous le Direct Rule britannique. La partition a généré un phénomène de double minorité. Alors que les protestants sont en minorité à l'échelle de l'île entière, les catholiques se trouvent dans une situation minoritaire en Irlande du Nord, où ils forment environ un tiers de la population. En fait, la division de l'île n'a pu mettre fin au problème qu'elle était censée résoudre. Les termes de la problématique historique ne furent pas effacés, et le partage de 1920 ne mena qu'à une limitation géographique des oppositions. Celles-ci remontent au XIXe siècle, lorsque l'aspiration à l'autonomie de la population catholique-nationaliste avait été combattue par les protestants unionistes qui, au contraire souhaitaient maintenir l'Irlande sous le statut créé par l'Acte d'Union de 1800.

Les violences qui éclatèrent en Ulster vers la fin des années soixante ont souvent frappé par leur caractère spectaculaire et par leur brutalité même. Elles ont rempli les colonnes des journaux et souvent fait la une dans les médias. Ces violences mettaient en jeu les mêmes termes, catholique et protestant, nationaliste et unioniste. Apparues dès octobre 1968 avec la manifestation des droits civiques à Londonderry, elles se sont intensifiées à partir d'août 1969, avec les émeutes communautaires à Belfast, qui ont engendré l'intervention de

l'armée britannique en Ulster. Puis, l'apparition de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) entraîna un accroissement sensible des violences. Depuis 1978, ces dernières se sont stabilisées à ce que l'on appelle un " niveau tolérable ". Mais aucun des acteurs de la violence ne s'est épuisé au cours de ces années. La violence se perpétue, et on peut dire que l'Irlande du Nord se trouve dans une impasse, non seulement sur le plan de la violence mais aussi sur le plan politique, dans le domaine économique, aussi bien que sur le plan des relations entre les communautés.

L'interprétation la plus habituelle des manifestations de violence en Irlande du Nord les associe généralement à une lutte de caractère nationaliste, où l'IRA poursuit deux buts essentiels : d'une part, obtenir le retrait des troupes britanniques du territoire nord-irlandais, et d'autre part, parvenir à la réunification de l'Ulster avec la République d'Irlande. Dans cette interprétation, l'IRA est perçue comme l'acteur principal des violences, et constituerait donc le centre du problème. Pris sous cet angle, les actes de violence commis du côté protestant, sous l'égide des groupes paramilitaires " loyalistes ", qui défendent des objectifs diamétralement opposés à ceux de l'Armée républicaine, notamment de garder l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni, sont considérés comme une réaction (backlash) aux activités terroristes de l'IRA. C'est dire que dans cette perspective, la situation de l'Irlande du Nord s'explique avant tout à la lumière du paradigme des luttes de libération nationale. Une telle interprétation, insuffisante, rend difficile de penser le processus de paix actuel et d'envisager comment il pourrait parvenir à son terme. Le processus inauguré par le cessez-le-feu de 1994 ne garantit en rien le succès à plus long terme de la sortie des violences et des conflits en Irlande du Nord. Il en est ici comme de la démocratie, où l'analyse doit impérativement opérer une distinction entre les conditions de sa mise en place dans un pays et celles qui permettent son fonctionnement par la suite et à long terme.

Ces remarques introductives nous donnent aussi le plan de ce texte. Le processus de paix comprend un versant immédiat et extérieur, et un versant plus approfondi, une évolution qui le sous-tend et influe sur les événements. La sortie de la violence en Irlande du Nord se joue sur ces deux versants qui indiquent deux plans différents de la construction du réel et de la réalité observée. On cherchera d'abord à contextualiser le processus de paix nord-irlandais, pour bien indiquer la difficulté et la complexité inhérentes au terrain, sur lequel il est aujourd'hui implanté : la longue durée et l'intensité de la violence, comment ont joué la réponse sécuritaire, les problèmes de police, les

efforts antérieurs pour trouver par la discussion politique et constitutionnelle une solution à la situation conflictuelle. Ces analyses constituent donc le premier versant de la réflexion, qui complète l'examen du processus de paix proprement dit. En ce qui concerne le second versant, l'analyse s'efforcera, d'une part, de relier la sortie du conflit à une transformation de la culture politique nord-irlandaise et à la création d'un espace public, d'autre part, de replacer le conflit dans le cadre d'un processus de modernisation inauguré au début des années soixante et qui a conduit à la conflictualisation des rapports entre les acteurs. Le processus de paix devrait donc nécessairement reposer sur une capacité à articuler les négociations politiques et les transformations à la fois socio-économiques et culturelles de la société nord-irlandaise.

Violence et politique

La durée du conflit a fait de la violence un phénomène quotidien pour les habitants de la région et est devenue une expérience banalisée. C'est avant tout aux organisations paramilitaires que l'on doit imputer la majeure partie des décès, blessures et mutilations des vingt-cinq dernières années, et les dégâts matériels importants [1]. L'ensemble de ces groupes paramilitaires se rangent en deux catégories. Il s'agit d'une part des républicains avec notamment l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et d'autre part des loyalistes, dont l'Ulster Defence Association (UDA) et l'Ulster Volunteer Force (UVF) sont les plus connues. Quoique leurs buts soient opposés, ils sont des acteurs " nationalistes " au sens qu'ils tirent leur identité de la " question nationale ". Ces acteurs des violences sont fortement enracinés dans l'histoire.

Plusieurs vagues successives de colonisation avaient rendu l'Irlande dépendante de la Grande-Bretagne, et en 1800 l'Acte d'Union avait unifié les deux pays. Toutefois, vers la fin du XIXe siècle émergea un puissant mouvement pour l'indépendance de l'Irlande, qui dès son origine prit deux formes : celle de l'agitation parlementaire constitutionnelle et celle de l'exercice de la violence, avec l'Irish Nationalist Party d'un côté, le mouvement radical du nationalisme irlandais du Sinn Féin et de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) de l'autre. A Pâques 1916, l'IRA participa au soulèvement armé (Easter Rising) de Dublin, où fut proclamé un " gouvernement provisoire " [2]. Par opposition, un vigoureux mouvement unioniste s'était entre-temps formé en Ulster. Au moment où un nouveau Home Rule Bill fut soumis au Parlement, en 1912, un demi-million de protestants signèrent l'Ulster Covenant [3]. Peu après, se forma l'Ulster Volunteer Force

(UVF) qui se préparait à l'éventualité d'une lutte armée. Sous la menace de l'opposition conjuguée des républicains et des unionistes, le projet de loi fut retiré et remplacé en 1920 par le Government of Ireland Act . Celui-ci instituait deux parlements et gouvernements avec des pouvoirs dévolus à l'Irlande, à Dublin et à Belfast. Un Conseil de l'Irlande (Council of Ireland) était prévu mais ne vit pas le jour. Même si cela n'avait pas été son dessein, la loi de 1920 jeta le fondement de la partition.

La mise en place politique et sociale de l'Irlande du Nord se fit les années suivantes dans un climat tendu et ponctué de violences, peu propice à la vie d'une société. Le tracé de la frontière assura à la population unioniste-protestante une position de majorité permanente et sûre [4]. Il est important de noter que c'est à cette atmosphère de violence que l'Etat nord-irlandais doit un grand nombre de ses institutions, notamment la structure de sa police, la Royal Ulster Constabulary (RUC) et la police spéciale, les " B "-Specials (USC), ou encore le Civil Authorities (Special Powers) Act de 1922. Les années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale furent plus calmes ; l'Irlande du Nord suivit notamment la législation sociale britannique et créa un Etat-providence. Toutefois, dans les années soixante s'est ouverte une situation conflictuelle, une violence issue en fait d'un programme d'actions non-violentes.

Une violence issue d'un programme d'actions non-violentes

Vers le milieu des années soixante, de nombreuses associations, parmi elles la Northern Ireland Civil Rights Association (NICRA) et la Campaign for Social Justice (CSJ), apparurent au sein de la population catholique. En août 1968, elles organisèrent la première manifestation des droits civiques en Irlande du Nord pour contester l'attribution inéquitable des logements HLM. Le mouvement se donnait pour devise d'être non-sectaire, non-politique et non-violent [5]. Il développa ses activités, et l'expérience cruciale eut lieu le 5 octobre 1968 à Derry [6], lorsque la manifestation tourna à l'échauffourée avec la police. Celle-ci chercha à repousser les manifestants vers le Bogside, principal quartier catholique de la ville, encouragée en cela par des groupes de protestants, et il s'ensuivit un week-end de violences. Les événements firent la une des médias dans le monde, qui ont rapporté l'image d'une police brutale et partisane [7]. Immédiatement après se forma notamment le People's Democracy (PD), un groupe plus militant, ainsi que le Derry Citizens' Action Committee (DCAC), qui devint l'acteur principal dans la ville.

Une réponse positive aux demandes du mouvement provint du gouvernement Terence O'Neill, en novembre 1968, avec un programme de réformes qui se proposait de satisfaire du moins partiellement les revendications. Elle fut reprise et amplifiée par le gouvernement britannique dans la Downing Street Declaration du 19 août 1969, qui insista sur l'urgence de telles réformes. Les revendications du mouvement des droits civiques se faisaient sans référence aucune à la " question nationale " et portaient sur des injustices dans l'attribution des logements sociaux, le suffrage universel aux élections locales, et le fonctionnement de l'administration. Cependant, une partie de la population protestante tenta d'assimiler le mouvement à la lutte nationaliste et de l'étiqueter comme une " subversion républicaine ". Ainsi, dès le début, les manifestants se heurtèrent-ils à des contre-manifestations des protestants loyalistes, organisées par le révérend Ian Paisley et ses partisans. L'embuscade à Burntollet [8], qui eut lieu au cours de la marche organisée par le People's Democracy (PD) de Belfast à Derry, constitua ici un moment important. Le mouvement des droits civiques qui en 1968 s'était constitué dans un laps de temps très court, fut également très rapide à se transformer. La lutte pour son orientation politique le divisa, et il se morcela. En 1970, se forma le Social Democratic and Labour Party (SDLP) qui devint le plus grand parti catholique modéré.

Si en mars-avril 1969 quelques grandes manifestations furent encore organisées pour protester contre le Public Order Bill [9]. En septembre, ils y construisirent ce qui fut appelé une peace line [10], et il en fut de même à Derry. Ainsi, la présence de l'armée britannique dans les rues des villes de l'Ulster fut désormais le trait le plus visible du conflit.

La militarisation du conflit se fit donc très tôt. A l'origine, l'armée n'était censée rester que peu de temps, afin de seconder les forces de l'ordre civiles. Cependant son rôle s'est constamment étendu et ses effectifs, variables, ont à certains moments dépassé vingt mille hommes. C'est avant tout lors des premières années de sa présence que la politique militaire et sécuritaire a été le principal moyen utilisé pour régler le conflit. Les soldats n'étaient pas seulement venus pour contrer l'intensité de la violence, mais également à cause du caractère problématique de la police locale, totalement discréditée auprès de la population catholique, qui lui interdisait désormais l'accès à de nombreux quartiers. Cette absence de confiance à l'égard de la police de l'Ulster avait été exacerbée par la mobilisation des " B "-Specials en août [11].

La mise sur pied d'une commission d'enquête sur la police, sous la présidence de Lord Hunt, fut reçue avec mécontentement par les protestants-loyalistes qui déclenchèrent plusieurs journées de violences, notamment à Belfast-Est, le haut lieu du Paisleyisme. Le Hunt Report, publié en octobre 1969, proposa de réorganiser la police locale, notamment en supprimant les forces spéciales de police, les " B "-Specials (USC) pour les remplacer par l'Ulster Defence Regiment (UDR), rattaché à l'armée britannique. En janvier 1970, la police locale (RUC) reprit pour la première fois, au début accompagnée de soldats britanniques, ses patrouilles régulières dans ces quartiers catholiques où avaient eu lieu les sévères violences des mois de juillet et d'août 1969.

L'IRA semble investir la totalité du champ d'action au Nord

L'armée britannique était donc venue pour soutenir la police, et non pour combattre l'IRA qui n'était alors encore guère présente. En effet, ce n'est qu'au début des années soixante-dix que l'IRA s'imposa comme un acteur majeur, apparemment capable, par moments, de dicter à lui seul le cours des événements en Irlande du Nord, mais donnant l'impression de remplir la totalité du champ d'action au nord par ses activités de violence. Impression renforcée par le caractère souvent spectaculaire ou brutal de ses actes, ainsi que par leur médiatisation poussée à l'extrême.

Jusqu'en 1970, personne ne parlait au nom de l'IRA, absente en tant qu'organisation. Certains de ses membres avaient participé aux activités du mouvement des droits civiques, s'étaient engagés au sein des comités de défense des quartiers, et avaient été sur les barricades et dans les villes libres. Leur participation s'était toutefois faite à l'époque à titre individuel. L'IRA en tant qu'organisation paramilitaire n'intervint que tardivement, et de plus, scindée en deux tendances, de même que le Sinn Fein, son bras politique : d'une part l'IRA " officielle " (OIRA) et de l'autre l'IRA " provisoire " (PIRA) [12].

La querelle interne qui aboutit à cette scission du mouvement républicain peut en partie expliquer la longue absence de l'organisation. En effet, l'IRA avait quasiment cessé d'exister depuis l'échec de sa campagne armée de 1956, qui n'avait eu qu'un très faible écho auprès de la population catholique au Nord, mais qu'elle n'avait abandonnée officiellement qu'en 1962. Sur ce fond, le mouvement républicain avait commencé à mener, dans une perspective marxiste et tout du moins au niveau de son commandement, une interrogation sur son futur rôle. Un rapport

interne, intitulé Ireland Today (mars 1969), recommandait d'abandonner la priorité donnée à la stratégie militaire et soulevait la question d'une éventuelle unité d'action avec le Parti communiste. Ce rapport, fort controversé, conduisit finalement à la scission du mouvement républicain. En décembre 1969, un " Conseil d'armée provisoire " autonome s'était notamment formé à Belfast, et la scission fut entérinée en janvier 1970 au congrès annuel du Sinn Fein à Dublin. Ce qui n'empêcha pas le schisme de prendre au cours de l'année la forme d'une guerre intestine [13].

La renaissance de l'IRA et le support croissant qu'elle gagnait ne s'expliquent qu'en partie par l'adhésion à son projet nationaliste militant. D'autres motifs paraissent aussi déterminants, sinon plus, notamment le fait que l'IRA assumait un rôle de protecteur de la minorité catholique pour légitimer sa présence dans les quartiers populaires, où elle apportait secours et défense à une population qui se sentait menacée. De même, la militarisation précoce du conflit et la violence donnèrent à l'IRA l'occasion d'intervenir activement et de mettre en valeur ses compétences et savoir-faire d'organisation paramilitaire. De plus, la présence de l'armée britannique sur le sol nord-irlandais fournissait un objectif visible à sa lutte. C'est de ce point de vue, plus qu'à son projet nationaliste de réunification que l'IRA doit d'être réapparue et d'avoir pu s'implanter dans les quartiers.

Venue à la faveur d'un contexte de violence et de militarisation, l'Armée républicaine irlandaise s'est montrée elle-même extrêmement violente, perpétuant et aggravant ainsi le climat d'insécurité [14], une réaction sécuritaire forte, fut mis en pratique en Irlande du Nord. Dans les quartiers catholiques, l'armée britannique arrêta plus de trois cents hommes, et au cours des six mois suivants, 2 357 personnes furent internées, dont 1 600 furent relâchées après interrogatoire. La décision d'introduire l'internement pour combattre la violence fut globalement désastreuse, ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'opération était peu efficace en termes sécuritaires ou en ce qui concernait la collecte de renseignements. Les fichiers sur lesquels l'opération s'appuyait étaient souvent vieillis, et la population catholique aidait activement les personnes recherchées à s'esquiver.

De plus, la décision déclencha en réaction une vague de violences. La violence gagnait du terrain, des centaines de maisons furent incendiées, alors que les populations se repliaient sur leurs quartiers respectifs. L'IRA intensifiait ses activités et sa présence. Des barricades délimitaient désormais des no-go areas, contrôlés par l'IRA,

dont l'accès était fermé à la police et à l'armée. Ces zones interdites se maintinrent pendant presque un an. Le bilan fut donc catastrophique. Le nombre des personnes tuées en 1971 fut multiplié par cinq après le 9 août, et l'année 1972, fut la plus meurtrière des vingt-cinq années de conflits en Irlande du Nord. La peur et la méfiance s'étaient répandues partout.

En fait, l'IRA au lieu d'être démantelée, put à l'inverse recruter massivement de nouveaux membres. L'internement avait provoqué un important mouvement de solidarité dans la population catholique, qui l'avait perçu comme un acte d'injustice, discriminatoire et dégradant, l'expression d'un refus de reconnaissance et de légitimité sociale. D'importantes manifestations pour les droits civiques firent une brève réapparition, et une campagne de désobéissance civique fut menée avec notamment le refus de payer les loyers HLM et les impôts locaux.

En dernier point, on doit ajouter la plainte adressée au gouvernement britannique. Il s'agit de l'accusation de brutalités infligées aux personnes internées lors des interrogatoires, qui fut également reprise par la Cour européenne des droits de l'homme et le gouvernement de Dublin. Deux commissions chargées de l'enquête sur les méthodes d'interrogation conclurent à l'existence de mauvais traitements, mais non à des brutalités [15]. En revanche, un rapport d'Amnesty International publié en mars 1972 jugea que les mauvais traitements lors des interrogatoires étaient des brutalités.

Le Direct Rule et les tentatives d'une solution politique

La réponse sécuritaire s'était donc globalement soldée par une forte dégradation de la situation de la violence. A cela s'ajouta une grave bévue de l'armée britannique qui, lors d'une manifestation à Derry en janvier 1972, tira sur la foule sans armes et tua treize personnes. Ce " dimanche sanglant " (Bloody Sunday) exacerba la violence. Peu après, en mars 1972, le gouvernement britannique introduisit le Direct Rule. Après prorogation du gouvernement de l'Irlande du Nord, la province fut désormais directement administrée par Londres, par l'intermédiaire d'un Secrétaire d'Etat responsable des affaires nord-irlandaises.

Accueillie favorablement du côté catholique, cette intervention politique britannique entraîna un fort accroissement de violences du côté des protestants. Se forma ce que les loyalistes appelaient eux-mêmes une Third Force, qui réclama le retour du Stormont et se dota de moyens paramilitaires. Un large mouvement, le Vanguard, sous l'impulsion de William Craig [16], organisa de grands rassemblements

qui réunirent jusqu'à plus de cent mille personnes. Des déclarations tonitruantes invoquaient l'Ulster Covenant , puis une grève à but politique fut déclenchée fin mars 1972 et suivie largement. En parallèle, les organisations protestantes paramilitaires, notamment l'Ulster Defence Association (UDA) [17], recrutèrent massivement et l'UDA devint la plus grande organisation paramilitaire loyaliste, revendiquant trente mille membres actifs en 1972.

Le Direct Rule, introduit par le gouvernement conservateur d'Edward Heath et conçu comme une solution transitoire de brève durée, avait gardé pour objectif le rétablissement de la dévolution des institutions politiques à la province. Il s'agissait pour Londres d'une tentative d'intervention sur le plan politique, puisqu'une forte critique à l'égard des mesures sécuritaires et des actions militaires avait émergé entre-temps. Les discussions constitutionnelles désormais initiées entre les divers partis politiques de l'Irlande du Nord devaient aboutir à un accord sur la nature des institutions démocratiques de la province ; la Grande Bretagne tentait pour sa part d'en tracer le cadre.

Un an plus tard, le gouvernement britannique lança une première initiative en publiant un White Paper proposant la formation d'un gouvernement de partage du pouvoir (power-sharing) entre les unionistes et la minorité catholique. Il proposait également de mettre en place un Conseil de l'Irlande (Council of Ireland) où le Nord et le Sud traiteraient des affaires d'intérêt commun. Pour la première fois, des élections générales eurent lieu à la proportionnelle, et l'Ulster élut à la fin de juin 1973 une Northern Ireland Assembly, qui en décembre 1973 ratifia l'accord sur les modalités de fonctionnement du Conseil de l'Irlande (Sunningdale Agreement). Le 1er janvier 1974, le nouveau gouvernement, le Northern Ireland Executive, entra dans ses fonctions. Brian Faulkner [18] avait pu convaincre une partie des unionistes de s'engager à ses côtés, pour former un cabinet bi-communautaire, dans lequel les portefeuilles furent répartis entre la majorité et la minorité, de telle sorte que les unionistes conservèrent la majorité, Faulkner la position de Chief minister, mais Gerard Fitt du SDLP devenait Deputy Chief minister [19]. Mais, les séances de l'Assemblée furent perturbées dès le début par la contestation des représentants loyalistes qui finalement la quittèrent [20].

Quelques mois plus tard, le 14 mai 1974, une grève générale à visées politiques, suivie massivement, fut organisée par l'Ulster Workers' Council (UWC) avec le soutien de l'Ulster Defence Association (UDA) [21], qui dura deux semaines et donna la mesure du poids de l'opinion loyaliste dans la province. La grève générale entraîna la chute

du Northern Ireland Executive et scella l'échec de l'accord de Sunningdale, elle constitua un événement capital, que les loyalistes ont depuis cherché à reproduire plusieurs fois, toutefois sans le même succès.

La tentative de mise en place d'un gouvernement bi-communautaire avait témoigné d'un effort politique important. Après son effondrement, les partis politiques n'ont pas réussi à renouveler cette expérience au cours des deux décennies suivantes. Le terme même de power-sharing a disparu du vocabulaire officiel après 1974. Bien que le modèle n'ait que peu changé dans ses grandes lignes, on remplaça le mot par des expressions comme partnership ou " participation à l'administration " de l'Irlande du Nord, toutes allant dans le sens d'une garantie de participation de la minorité catholique dans la vie politique nord-irlandaise. Les tentatives engagées par le gouvernement britannique pour obtenir des résultats autour d'une table des négociations furent nombreuses mais ont cependant échoué à chaque fois.

Ainsi, différents projets, que nous ne pouvons approfondir ici, se sont succédés. En février 1975, Londres proposa dans un Livre vert (Green Paper) l'élection d'une nouvelle Assemblée constitutionnelle (Constitutional Convention). La Convention, après s'être réunie tout au long de l'année, publia en novembre son rapport qui dut cependant constater qu'aucun accord global n'avait pu être atteint entre les différents partis politiques de l'Irlande du Nord ; au début de mars 1976, elle se sépara, dans l'atmosphère houleuse et désordonnée de sa dernière session au Stormont. Deux tentatives ultérieures de relance des discussions politiques échouèrent encore plus rapidement. Reprises en décembre 1977, elles furent interrompues deux mois plus tard. Puis, entre octobre 1979 et mars 1980, ce fut l'échec de la Conférence Atkins. Humphrey Atkins, Secrétaire d'Etat responsable de l'Irlande du Nord, avait désiré relancer les discussions dans la province. Toutefois, l'Official Unionist Party (OUP) refusa d'y participer et cinq mois plus tard, la Conférence fut ajournée sans résultat. Une autre tentative pour trouver une solution politique aux violences et au conflit fut en fin de compte également interrompue : il s'agit de la rolling devolution, un nouveau plan politique que James Prior, qui avait succédé à Atkins, introduisit en février 1982, et qui préconisait une avancée progressive vers un gouvernement régional. Toutefois, cette fois-ci c'est le Social Democratic and Labour Party (SDLP) qui refusa de siéger à la nouvelle Assemblée (Northern Ireland Assembly), ce qui entraîna à terme sa dissolution en 1987. Cette longue suite d'efforts

politiques infructueux donne une preuve de l'extrême difficulté que présente la recherche d'une solution viable en Irlande du Nord.

L'échec de l'ensemble des tentatives politiques entreprises lors des vingt-cinq dernières années pour sortir de la situation conflictuelle en Irlande du Nord par la voie des négociations ou des réformes rejoint en cela la politique militaire et sécuritaire qui avait glissé peu à peu dans une impasse. L'armée britannique et les paramilitaires s'installèrent dans une guerre de longue durée, puisque la guerre ne pouvait être gagnée militairement par aucun des camps. Mais ajoutons qu'à partir de 1978, une baisse de la violence s'était confirmée pour atteindre un niveau, comme on a pu le dire, " tolérable ".

[Lire la suite](#)

[1] Cf. Arthur Aughey et Duncan Morrow (eds), *Northern Ireland Politics*, Londres, Longman, 1996, p. 168-72.

[2] Une semaine plus tard, l'Angleterre fit exécuter tous les leaders de la révolte, dont certains étaient des personnalités très connues, comme Patrick Pearse ou James Connolly. Par cette réaction brutale des Britanniques, l'événement créa des martyrs. Deux ans plus tard, le Sinn Fein recueillit une très large majorité des voix irlandaises aux élections générales de 1918.

[3] Cette déclaration avait été rédigée conjointement par Edward Carson, le leader parlementaire des unionistes, et James Craig, le leader populaire du mouvement, qui deviendra le premier Premier ministre de l'Irlande du Nord. Ses signataires s'y engageaient à défendre la religion protestante et les libertés civiques et à s'opposer à un quelconque pouvoir politique qui pourrait être exercé par Dublin. L'" Ulster Covenant " est devenu un symbole pour la population protestante, de même que l'" Easter Rising " pour la population catholique.

[4] L'Irlande du Nord ne coïncide pas tout à fait avec l'ancienne province irlandaise de l'Ulster. On lui a ôté trois comtés catholiques nationalistes, de façon à créer une majorité unioniste protestante assurée, et qui le restera pendant le demi-siècle suivant.

[5] On reconnaît l'influence qu'a exercé sur le mouvement des droits civiques nord-irlandais l'exemple du mouvement non-violent des Noirs américains mené par Martin Luther King.

[6] Le ministre de l'Intérieur de l'époque, William Craig, avait fait interdire tous les défilés et rassemblements ce jour-là pour des raisons de sécurité, parce que l'Ordre orangiste de Derry avait annoncé un défilé pour le même jour et sur le même parcours. Alors que les manifestants commençaient à se disperser, la situation bascula à la bagarre avec la police.

[7] Une commission d'enquête confirma ensuite que la police avait exercé des brutalités à la suite de la manifestation et pendant le week-end, cf. Cameron Commission on Disturbances in Northern Ireland, Belfast, HMSO, septembre 1969.

[8] A Burntollet, sous les yeux de la police, un groupe de Loyal Citizens of Ulster, préparé par Ronald Bunting, un proche de Paisley, attaqua les manifestants et blessa grièvement une cinquantaine de personnes. Cela entraîna une escalade de la violence : de graves émeutes éclatèrent le lendemain dans le Bogside et la police intervint de façon excessive. Cent vingt-six personnes durent être hospitalisées.

[9] Suite aux amendements au " Public Order Bill ", la participation à une manifestation interdite était désormais un délit et non plus l'organisation d'une manifestation illégale., les leaders du mouvement, comme John Hume, Austin Currie, Bernadette Devlin, Ivan Cooper et Gerry Fitt, tout en continuant à jouir d'une grande estime, perdaient beaucoup de leur emprise sur les événements. Les violences gagnèrent en étendue et en intensité, et devinrent en général plus spontanées et désorganisées. Aux mois de juillet et d'août 1969 s'ouvrit à nouveau la traditionnelle marching season. A la suite du défilé des Apprentice Boys protestants à Derry en août, des émeutes amenèrent la constitution de Free Derry : les habitants du Bogside érigèrent des barricades pour empêcher la police de pénétrer dans le quartier. Les émeutes s'étendirent rapidement à d'autres villes, et notamment à Belfast. Les affrontements prenaient de nouvelles dimensions. La peur envahissait surtout les quartiers catholiques, les manœuvres d'intimidation se répandaient, et les habitants de rues entières prirent la fuite sous la menace : Get out or be burnt out. Dans plusieurs quartiers catholiques, on érigea des barricades pour se protéger, puis l'intervention des " B "-Specials (USC) dégrada encore la situation. On comptait les premiers morts du conflit et plus de deux cents blessés. Le gouvernement nord-irlandais de James Chichester-

Clark, successeur de Terence O'Neill, demanda alors à Londres d'envoyer des troupes en renfort de la police locale (RUC). Les unités de l'armée britannique prirent donc position entre la Falls Road catholique et la Shankill Road protestante, les deux quartiers de Belfast les plus touchés par les violences[[Les soldats britanniques furent dans un premier temps bien accueillis par la population catholique, qui commença à retirer volontairement les barricades à Belfast et à Derry, après des négociations directes avec l'armée.

[10] Il s'agit d'un rempart fait, dans un premier temps, de tôle ondulée et de sacs de sable, et transformé plus tard en un véritable mur.

[11] L'armée assumait donc un double rôle, auquel elle n'était pas nécessairement préparée et formée, et qui la mettait dans une position ambiguë : elle était responsable militairement du maintien de la sécurité dans la province, et exerçait les tâches incombant à la police, telles que la surveillance des rues, la perquisition des maisons et les arrestations. Cf. Anne Mandeville, " Un couple difficile : l'armée et la police depuis 1969 " in L'Irlande politique et sociale, 1 (1), 1985

[12] Le mot " provisoire " (provisional) est une référence à la proclamation d'un " Irish provisional government " lors de l' " Easter rising " de 1916.

[13] Le point culminant de cette guerre intestine fut la bataille armée entre les deux branches en février 1971 à Belfast, sur la question de savoir si l'IRA " provisoire " avait le droit d'enterrer ses membres au cimetière républicain de " Millstown ".

[14] L'aile " officielle " de l'IRA poursuivit quelques activités armées, ciblées, mais déclara une trêve finale en mai 1972. Puis, en commun avec la branche " officielle " du Sinn Fein, elle se transforma pour prendre le nom de Worker Party.. Les activités violentes se multiplièrent, retinrent l'attention des médias et s'imposèrent comme des événements, notamment les attentats à la bombe commis par l'IRA " provisoire " qui faisaient nombre de morts et de mutilés dans la population civile. Les heurts avec l'Armée britannique également se multiplièrent rapidement.

Le 9 août 1971, l'internment[[En vertu de la législation d'exception nord-irlandaise, le Civil Authorities (Special Powers) Act de 1922 permit de suspendre l'habeas corpus et d'emprisonner sans procès les membres présumés de l'IRA.

[15] Il s'agit du rapport Compton du 16 novembre 1971, et du rapport de la Commission Parker du 2 mars 1972.

[16] L'ancien Ministre de l'Intérieur du Cabinet O'Neill, qui avait dû démissionner à cause de ses propos loyalistes.

[17] Des assassinats de catholiques et d'autres actes se firent souvent sous le couvert d'autres noms, notamment celui de l'Ulster Freedom Fighters (UFF). A cette époque, d'autres groupes paramilitaires encore, comme les Ulster Red Hand Commandos, ou encore des bandes de jeunes, les Tartan Gangs, répandaient par leurs activités un climat de violence et d'insécurité au Nord.

[18] L'ancien Premier ministre et le chef du Ulster Unionist Party. Après la chute de l'Executive, il forma un nouveau parti unioniste.

[19] Le Northern Ireland Executive se composait de six Unionistes, quatre SDLP et d'un membre de l'Alliance.

[20] Le 5 janvier 1974, l'Ulster Unionist Party rejeta la formule de " partage du pouvoir ". Les partis loyalistes qui quittèrent l'Assemblée étaient le Official Unionist Party (OUP) de Harry West, le Vanguard Unionist Progressive Party (VUPP) de William Craig et le Democratic Unionist Party (DUP) de Ian Paisley.

[21] Dans le cadre de la grève de l'UWC, de multiples organisations loyalistes participèrent aux actions, dont la Loyalist Association of Workers (LAW), une organisation militante de plus de cent mille membres, le Vanguard de William Craig, le Democratic Unionist Party (DUP) de Ian Paisley. La grève fut fortement soutenue par les formations paramilitaires : ainsi des membres dirigeants de l'Ulster Defence Association (UDA) contribuèrent-ils à son organisation.

Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 2)

La grève de la faim des prisonniers républicains

Sous le Direct Rule, la Grande-Bretagne avait introduit en 1972 le special category status pour les prisonniers accusés de crimes " politiques ". Ce statut fut ensuite supprimé en mars 1976 afin de criminaliser les activités paramilitaires. L'abolition allait de pair avec la fin de la politique d'internment par la libération en décembre 1975 des derniers prisonniers incarcérés sans procès, et l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation antiterroriste [1]. Les paramilitaires républicains tentèrent d'obtenir à nouveau la reconnaissance du caractère politique de leurs activités. Ainsi, en 1978, près de trois cents prisonniers logés dans le H-Block de la prison de Maze participèrent au blanket protest [2], qui se radicalisa en un dirty protest mobilisant jusqu'à quatre cents prisonniers refusant de respecter les règles d'hygiène de la prison. N'obtenant aucune satisfaction, ils déclenchèrent une grève de la faim en 1980, qui dura cinquante-trois jours. Puis l'année suivante, une nouvelle grève de la faim fut entamée. En mai 1981, Bobby Sands mourut en prison à la suite de la grève qu'il avait commencée soixante-six jours avant. Lors des trois mois suivants, neuf autres grévistes de la faim trouvèrent la mort. Peu après, l'IRA mit fin à cette action vu l'" inflexibilité " du gouvernement britannique qui n'avait pas cédé sur la revendication principale des prisonniers républicains, le statut de prisonnier politique [3].

La grève de la faim fut une expérience de grande portée pour le mouvement républicain. L'action des membres de l'IRA devint sacrifice, martyre pour la population, qui se solidarisa massivement avec eux. Une vague de solidarité apparut et, comme après l'internment, beaucoup de nouvelles recrues rejoignirent les rangs de l'IRA. Les National (Smash) H-Block Committees, au Nord et aussi au Sud, qui soutenaient les prisonniers, organisèrent des conférences, des défilés et d'immenses manifestations. Les médias leur accordèrent une grande attention, si bien qu'à l'époque on eut l'impression d'assister à un mouvement de masse.

Ce mouvement populaire fut pour le Sinn Fein l'occasion de s'engager dans une stratégie électorale. Il présenta Bobby Sands comme candidat pendant sa grève de la faim à des élections partielles, que celui-ci remporta avec une large majorité. Même si par la suite le Sinn Fein n'enregistra plus de tels succès, il obtint régulièrement autour de 10 % des voix dans les élections auxquelles il participa, au nord comme dans au Sud. Et, lors des élections précédant l'ouverture des négociations pour la paix en 1996, le Sinn Fein atteignit les 15 %. L'adoption d'une stratégie électorale fut un jalon important pour le Sinn Fein, et c'est donc depuis la grève de la faim que le mouvement

républicain poursuit une double stratégie, qu'il agit By Ballot and Bullet, sur la voie incertaine de sa transformation en acteur politique.

L'Accord anglo-irlandais de Hillsborough

Le gouvernement britannique conclut avec la République d'Irlande un accord d'une grande importance lorsque le 15 novembre 1985, les premiers ministres des deux pays, Margaret Thatcher et Garret FitzGerald, signèrent à Hillsborough l'Accord anglo-irlandais (Anglo-Irish Agreement). Une première Conférence intergouvernementale eut lieu à Belfast le même mois, qui allait se réunir de manière régulière pour discuter d'affaires politiques, de sécurité, de justice et de la mise en place d'une coopération entre le Nord et le Sud. Les propositions émanant de Londres ou de Dublin avaient le même poids. Cela signifiait l'acceptation officielle du fait que la République d'Irlande avait un droit de regard légitime et un droit d'intervention au nord, notamment sur la situation conflictuelle. Un autre aspect important du Anglo-Irish Agreement était que le gouvernement britannique y témoignait de sa volonté d'accepter l'unification de l'Irlande dans le cas où une majorité au nord le souhaiterait, et qu'en retour, le gouvernement de la République acceptait de reconnaître que pour l'instant un tel souhait ne s'exprimait pas en Irlande du Nord.

Le droit de participation et d'ingérence ainsi accordé à l'Irlande fut fortement contesté par les protestants loyalistes. L'accord fut l'objet d'une discorde qui prit par moments une forme militante. Ainsi, deux jours après la signature, les quinze députés unionistes à Westminster démissionnèrent pour qu'aient lieu des élections partielles sur le thème de cet accord ; élections qui confirmèrent et améliorèrent même la position des loyalistes. En outre, il y eut de nombreux mouvements de protestation, dont, en mars 1986, un Day of Action qui rassembla les unionistes-loyalistes pour réclamer la suppression de l'Accord. Une pétition contre l'Accord, qui recueillit quatre cent mille signatures, amena le gouvernement britannique à remettre en cause le traité, à mettre en place des talks about talks entre les partis unionistes et le Secrétaire d'Etat, afin de rechercher une autre solution.

Un processus de paix fragile

Ces indications contextuelles peuvent contribuer à la compréhension de la complexité du terrain sur lequel est aujourd'hui implanté le processus de paix. Toutefois, ce dernier est quelque peu différent de toutes les tentatives politiques précédentes pour sortir du conflit, puisqu'il est caractérisé par un changement de vision. Il semble en

effet justifié d'admettre que tout processus de paix doit nécessairement s'accompagner de changements de représentations politiques et culturelles, ce qui peut sociologiquement être conçu comme une reconstruction ou une redéfinition de la situation. Dans le cas de l'Irlande du Nord, cette redéfinition se manifesta notamment par des ouvertures faites par le mouvement républicain d'un côté, et par le gouvernement britannique de l'autre.

Du côté de l'Armée républicaine irlandaise, et surtout de son aile politique le Sinn Fein, l'intérêt accru, dès les années quatre-vingt, pour la participation aux élections, et une volonté plus générale d'exercer une influence sur le plan politique laissait paraître une certaine disposition à l'abandon de la violence.

L'ouverture qui était intervenue du côté des autorités britanniques était aussi importante. C'était la décision de passer d'une politique persistant à marginaliser et exclure a priori du champ politique tout acteur violent, à une politique d'inclusion qui laissait entrevoir une disposition au dialogue sous certaines conditions. Ces changements de vision ont, en effet, donné à l'actuel processus de paix, la possibilité de s'orienter vers de nouvelles perspectives. Toutefois, les ouvertures demeurent à présent en suspension, et leur non-réalisation doit certainement être considérée comme l'une des causes de l'impasse dans lequel se trouve aujourd'hui le processus de paix.

Le début du processus de paix jusqu'au cessez-le-feu

Le moment, auquel on fixe le début du processus de paix proprement dit, est en partie le fruit d'une décision qui reste quelque peu arbitraire. Si on le place en avril 1993, avec le dialogue entre John Hume et Gerry Adams [4], le processus de paix en Irlande du Nord surprend par sa brièveté, par la rapidité avec laquelle est apparue la trêve des paramilitaires. Il a suffi d'un an et demi pour aboutir à la déclaration de cessez-le-feu, par les républicains le 31 août 1994, et par les loyalistes le 13 octobre 1994.

Un tel processus comprend évidemment une histoire officielle des négociations, des contacts officiels et publics. Mais, il ne faut pas omettre le rôle qu'ont pu jouer la diplomatie secrète, les contacts non avoués et, dans le cas de l'Irlande du Nord, les importants entretiens qui ont eu lieu entre des individus-clé, notamment entre Hume et Adams. Le succès de leurs discussions politiques officieuses contraste avec l'échec de la dernière initiative politique officielle britannique, qui a débuté en janvier 1990, et s'est péniblement prolongée pendant un

an et demi, pour aboutir à la mi-juin 1991 à des négociations entre les partis politiques nord-irlandais à Belfast. Ces négociations, interrompues après deux semaines, ont été relancées sans succès jusqu'en novembre 1992. La dynamique du développement du processus de paix actuel a cependant une autre source : les discussions officieuses entre les deux leaders politiques nord-irlandais, à la lisière du champ politique institutionnel, entamées en 1988, renouvelées au printemps 1993.

L'échange d'idées entamé le 11 janvier et le 5 septembre 1988 se solda par un échec. A cette époque, Adams n'adhérait pas au raisonnement de Hume qui lui avait présenté un scénario politique : se référant à l'Accord anglo-irlandais de Hillsborough, il supposait que le gouvernement britannique adopterait une position plutôt neutre en ce qui concernait la " question nationale ", et ne s'opposerait pas à une réunification de l'Irlande. Dans cette optique, l'obstacle principal à la réunification n'était pas tant le gouvernement britannique que l'IRA elle-même. Car celle-ci, par ses actes de violence, contraignait la Grande-Bretagne à adopter une position défensive, ce qui l'empêchait de devenir une alliée, en vue d'une " unification consensuelle ". Quelques années plus tard, le Sinn Fein accepta les grandes lignes de ce raisonnement. Une publication importante de février 1992, intitulée *Towards A Lasting Peace in Ireland*, témoigna de l'évolution et on a eu tendance à en déduire que le mouvement montrait une certaine disposition à mettre fin à la violence.

En avril 1993, l'échange de lettres et les discussions entre John Hume et Gerry Adams reprirent. Un dialogue personnel et non officiel s'établit alors entre les deux leaders politiques, qui peut être considéré comme le premier pas vers le cessez-le-feu. Il s'est poursuivi plusieurs mois et a eu un retentissement considérable auprès du public. En septembre 1993, les deux politiciens parvinrent à formuler un ensemble d'importantes réflexions et une série de propositions communes, réunies dans ce qu'on appelle le Hume-Adams Document. Ils le transmirent au seul gouvernement de la République d'Irlande le 25 septembre 1993.

Le document énonçait un certain nombre de conditions dont la réalisation pouvait mener à ce que l'IRA mette fin à sa campagne de violence. Il contenait également des principes au sujet de la " question nationale " sur lesquels les deux leaders étaient tombés d'accord. Ils affirmaient que toute l'Irlande avait un droit à l'autodétermination, mais également que l'exercice de l'autodétermination était une affaire d'entente entre les habitants de l'Irlande et qu'un nouvel accord ne

pouvait être atteint et s'avérer viable que s'il recueillait et jouissait de l'allégeance des diverses traditions existant dans l'île.

Trois mois plus tard, le 15 décembre 1993, la Downing Street Declaration fut signée conjointement par le Premier Ministre britannique John Major et son homologue irlandais Albert Reynolds. Elle faisait largement écho aux propositions de Hume-Adams, sans pourtant s'y référer explicitement. Dans cette Déclaration, les deux gouvernements affirmaient vouloir exercer en commun la responsabilité de trouver une solution pacifique aux problèmes nord-irlandais. Ils y reconnaissaient le droit à l'autodétermination de la province, mais affirmaient en même temps le principe de l'accord des deux communautés, ainsi que le fait que le consentement de la majorité était nécessaire pour décider du statut constitutionnel de l'Ulster [5]. Le point majeur de la Déclaration est toutefois que, pour la première fois, les deux gouvernements y déclaraient officiellement vouloir admettre le Sinn Fein à la table des négociations aussitôt que l'IRA aurait renoncé à son action violente ; ils envisageaient donc publiquement des " discussions directes " avec le Sinn Fein.

Le Sinn Fein demanda au gouvernement britannique d'apporter des clarifications sur le texte. Parallèlement, Gerry Adams chercha à convaincre le mouvement républicain de l'existence d'une véritable possibilité de poursuivre les objectifs nationalistes d'une manière plus efficace par la voie politique. Comme il l'a exprimé lui-même : " Le potentiel existe pour un règlement négocié ". L'état-major de l'IRA resta toutefois divisé, et la trêve ne fut acceptée par certains de ses membres que comme un essai pour six mois. Le 31 août 1994, l'Armée républicaine irlandaise déclara un cessez-le-feu, une " totale cessation de la violence ", et " la fin complète des activités de ses unités ". Et quelques semaines plus tard, le 13 octobre 1994, les paramilitaires loyalistes les suivirent, en annonçant également une trêve par la voix de leur " commandement unifié ", le Combined Loyalist Military Command.

Les difficultés rencontrées après le cessez-le-feu

La situation sous-tendant la trêve restait toutefois déchirée, ce qui se manifesta dans la suite du processus de paix. Si, sous l'angle du maintien de la sécurité et du recul de la violence, on peut effectivement parler d'un processus de paix quasiment réussi en Irlande du Nord, ce qui est tout du moins vrai jusqu'au 9 février 1996, il est cependant plus difficile d'affirmer cela des négociations sur la restructuration politique immédiate et sur l'avenir à long terme de la

région. Les différents partis politiques ne se sont installés autour de la table de négociations que le 10 juin 1996, presque deux ans après le cessez-le-feu dans la province, et bien qu'il eût été officiellement prévu de commencer la négociation trois mois après l'arrêt définitif des violences. En dépit d'une activité soutenue, d'une multitude de contacts et de rencontres entre tous les acteurs impliqués pendant ces deux ans, ceux-ci en sont pourtant restés à des rencontres bilatérales préliminaires, portant notamment sur les modalités des pourparlers. Le début de la négociation fut sans cesse reporté avec des arguments toujours différents, des obstacles étant dressés les uns après les autres. Pourquoi ce délai, ce continuel ajournement, ces difficultés ?

Le premier obstacle fut constitué par la formulation même du cessez-le-feu de l'IRA. Ainsi, plusieurs mois s'écoulèrent avant que Londres n'accepte de considérer la fin complète des activités, selon la formulation officielle de l'IRA, comme un cessez-le-feu " permanent ", terme sur lequel insistait le gouvernement britannique. Ce dernier avait pendant deux mois cherché à obtenir du mouvement républicain la garantie que le cessez-le-feu de l'IRA signifiait vraiment la fin définitive des hostilités. Le 21 octobre 1994, John Major se déclara satisfait, et annonça que des pourparlers, auxquels le Sinn Fein serait invité à participer, pourraient commencer avant la fin de l'année [6].

Toutefois, il fallait d'abord attendre la publication des Frameworks for the Future qui devaient servir de base aux futures négociations. Ce n'est que le 22 février 1995 que ce texte, dense et complexe, tiré à plus de six cent mille exemplaires, fut effectivement publié. L'accord-cadre se composait de deux documents [7] et était signé par John Major et John Bruton, ce dernier ayant succédé à Albert Reynolds. Les gouvernements britannique et irlandais proposaient donc un plan commun pour l'avenir de l'Ulster. Ce document de travail se proposait d'établir les lignes directrices des discussions à venir, mais ne voulait pas prescrire de solution. L'esprit des joint framework documents était en fait que rien ne serait imposé sans négociation préalable, et que tout résultat devait avoir l'approbation et le consentement de la population nord-irlandaise.

L'ouverture effective des discussions fut cependant à nouveau reportée, parce que le gouvernement britannique exigeait que les organisations paramilitaires déposent leurs armes avant de passer à la table des négociations. L'exigence de decommissioning a toutefois été rejetée par l'IRA, pour qui son désarmement devait faire partie des négociations elles-mêmes, et qu'il était nécessairement lié à la question d'une démilitarisation générale de l'Ulster. L'affaire demeura

sans issue jusqu'au début de l'année suivante. L'intervention du Président des Etats-Unis fut cruciale pour débloquer la situation. En effet, Bill Clinton insista avec force auprès de John Major et lui demanda de mettre en place une commission internationale chargée de trouver une solution.

Lors de sa visite officielle à Londres, à Dublin et en Irlande du Nord (29 novembre- 1er décembre 1995), Bill Clinton s'engagea dans une campagne très médiatisée. Il fut applaudi dans les quartiers catholiques, de même que dans les quartiers protestants, rencontra les représentants des diverses tendances du conflit, et serra la main à Gerry Adams en public. Sa visite [8] apparut comme un événement qui donnait une impulsion considérable à la situation nord-irlandaise. Avec le travail de la Commission internationale, elle montre l'atout que représente la présence d'acteurs extérieurs dans une situation conflictuelle, et l'importance du rôle d'intermédiaire qu'ils sont à même d'y jouer.

La Commission internationale, composée de trois personnalités, commença son travail le 15 décembre 1995 sous la présidence de l'ancien sénateur américain George Mitchell, qui agissait en tant qu'envoyé spécial de Bill Clinton. Elle avait pour mission de proposer une solution au problème des armes des paramilitaires, et à la fin de janvier 1996 suggéra de mener négociations et remise des armes en parallèle, de telle sorte que le decommissioning ne soit plus une condition préalable aux négociations, mais que les armes des paramilitaires soient rendues au cours de leur progression.

Acceptant d'une manière générale les conclusions de la commission, le Premier ministre britannique proposa toutefois de tenir des élections en Irlande du Nord, au printemps, pour déterminer la composition du groupe d'interlocuteurs qui participerait à des négociations. L'idée de tenir ainsi des élections, en arguant de la nécessité de détenir un mandat démocratique, avait été par le passé une revendication constante du parti unioniste à Westminster, et relançait le débat sur la dépendance de John Major à l'égard des voix unionistes, et sur la nécessité pour lui de composer dans ses démarches, avec l'attitude de refus qu'affichaient les députés unionistes [9]. En effet, l'attitude des unionistes à l'égard du cessez-le-feu de l'IRA et de la perspective de voir le Sinn Fein à la table des négociations avait d'emblée été négative, qu'il s'agisse du DUP de Ian Paisley ou de l'OUP, qui avait entre-temps mis à sa tête un leader plus radical, David Trimble.

L'acte terroriste de l'IRA [10] à Londres, le 9 février 1996, doit être replacé dans cette perspective. Plusieurs autres attentats à la bombe ont encore eu lieu depuis à Londres et ailleurs en Grande-Bretagne. En revanche, le cessez-le-feu continua à être respecté pendant des mois en Irlande du Nord. Cette reprise ambiguë des activités terroristes semble être l'expression de dissensions internes à l'IRA, et doit peut-être aussi s'entendre comme un avertissement à l'adresse des politiciens britanniques. En tout cas, Londres et Dublin exigèrent de l'IRA, la déclaration d'un nouveau cessez-le-feu comme condition de la participation du Sinn Fein aux négociations. Depuis, l'Irlande du Nord se trouve dans une situation de trêve incertaine, que l'arrivée de Tony Blair aux affaires pourrait néanmoins stabiliser.

Ouverture effective des pourparlers et temps des hostilités

Le gouvernement britannique a donc soumis, au début 1996, un calendrier liant explicitement la tenue d'élections générales en Ulster et les négociations qui devaient lui faire suite. Les élections se sont déroulées le 30 mai 1996, avec pour objectif d'établir des mandats démocratiques à ceux qui allaient s'asseoir autour de la table des négociations [11]. Les discussions officielles ont pu débuter effectivement le 10 juin 1996 à Belfast. Cependant, le Sinn Fein n'a pas été invité à y participer. Dès lors, se pose la question de la source de la légitimité politique de sa participation au processus même de sortie de la violence : s'agit-il de son mandat démocratique ou de la cessation des violences ?

Les discussions pour la paix se sont déroulées difficilement pour d'autres raisons encore. Deux mois après son ouverture, la conférence n'avait pas encore réussi à se donner un ordre des négociations. Les discussions étaient bloquées par des disputes sur des questions de procédure, apparues dès le début, et soulevées par les unionistes loyalistes, hostiles notamment à ce que la question du statut constitutionnel de l'Irlande du Nord soit incluse dans la négociation. Au cours de l'année suivante, la situation n'évolua pas beaucoup, les rares sessions restant dominées par des questions de procédure et d'agenda, et par le problème du decommissioning.

Depuis, les heurts entre les populations catholique et protestante avec la police et l'armée britannique se sont renouvelés. Les hostilités ont comme auparavant réapparu à l'époque de la marching season, en juillet 1996, la saison des défilés orangistes. A Portadown, l'interdiction donnée à l'Ordre des Orangistes de faire passer son cortège par un quartier catholique fut suivie par plusieurs journées de protestations et

d'émeutes des protestants contre la police et les troupes. Les autorités réagirent en revenant sur leur décision, ce qui déclencha en retour de sérieuses émeutes du côté catholique, qui s'étendirent pendant quelques jours à plusieurs autres villes nord-irlandaises. Le leader unioniste David Trimble, à la tête du défilé orangiste, avait invoqué le " traditional right to march this month " et l'" age-old birthright of the Protestant majority " d'agir ainsi.

Culture politique

Le moment est venu d'aborder le deuxième versant de notre étude. Nous nous proposons tout d'abord d'analyser quelques aspects caractéristiques de la culture politique nord-irlandaise. Cette analyse permet non seulement d'approfondir la compréhension de la situation conflictuelle en Ulster, mais encore de voir que la culture politique se présente aussi comme un enjeu dans le processus de paix, dans la mesure où l'avenir de la province dépendra à long terme de la possibilité que se développent de nouvelles perspectives politiques en Irlande du Nord et que soient surmontés certains traits de son ancienne culture politique. Notre but n'étant pas d'étudier celle-ci dans son ensemble, nous nous limiterons ici à deux de ses aspects. Nous nous interrogerons d'une part sur le statut de la violence dans ce pays, et d'autre part sur la forme de son espace public, tout en retenant que les deux aspects apparaissent dans le cadre global d'une société démocratique de type occidental.

Le statut de la violence en Ulster

La violence a revêtu des formes diverses en Irlande du Nord au cours des vingt-cinq dernières années. Elle diffère dans ses moyens et ses objectifs, et ne représente sous aucun angle, un phénomène homogène et net. Les actions terroristes de l'IRA ne ressemblent pas à la pression politique des loyalistes exercée par la grève générale, assortie de violences et de menaces. Elles sont différentes aussi des émeutes qui éclatent dans les quartiers entre les populations catholiques et protestantes, ou encore de leurs affrontements avec les forces de l'ordre. La violence des assassinats sectaires se compare mal avec celle qui règne derrière les barricades qui ferment l'accès à la police et à l'armée. Comment comparer la violence dégagée par le sacrifice du gréviste de la faim qui meurt, et celle qu'engendre une politique comme l'internement, assimilée à l'incarcération arbitraire et partisane ? Et la peur et l'intimidation sont-elles des ingrédients de la violence de même nature que la suspicion et l'absence de confiance ? La violence ne s'analyse pas en termes uniquement physiques, elle

présente des dimensions et un impact psychologiques, médiatiques, publicitaires ou encore moraux. Mais, si l'on ne peut pas mettre les divers usages de la violence sur un même plan, ils ont cependant en commun, en Irlande du Nord, d'être fondés sur des motivations politiques. Dans la culture politique nord-irlandaise, la violence, premièrement, se dit motivée politiquement, et deuxièmement, est fortement intriquée dans la vie de la société. Elle n'est pas une manifestation importée de l'extérieur, elle est interne, et touche à des dimensions centrales de la vie politique et sociale.

La violence politique

Les organisations paramilitaires en Irlande du Nord ont justifié leurs pratiques violentes par des fins non seulement " politiques " mais aussi légitimes, distinctes de celles des actes criminels ordinaires.

L'impressionnant mouvement de contestation des prisonniers républicains incarcérés dans le H-Block de la prison de Maze avait eu pour objectif d'obtenir à nouveau la reconnaissance du " statut de prisonnier politique ". Pour les protagonistes, le recours à la violence est conçu comme légitime dans la vision qu'ils ont de leur rôle, et dans leur subjectivité. Ainsi, que leur violence soit politique et légitime fait partie de leur identité. Ceci apparaît clairement dans les écrits des républicains ainsi que dans ceux des paramilitaires loyalistes. L'utilisation de la violence est légitimée d'autant plus qu'elle s'appuie sur la mémoire historique et dispose d'une charge mythique renvoyant à un passé héroïque.

Si l'usage de la violence est considéré comme politique, c'est aussi parce qu'il poursuit des objectifs identiques ou tout du moins extrêmement proches de ceux des partis qui siègent au Parlement. Ce phénomène de dédoublement politique est un trait caractéristique de la culture politique de l'Irlande du Nord, et avait déjà été le cas pour l'Irlande. Chaque camp a son expression parlementaire modérée et son expression radicale par la force physique, qui entrent en compétition, s'affirmant l'une et l'autre comme légitimes, soit contre l'Etat, soit pour le défendre. A l'Etat revient, sous cet angle, une position centrale. Cela soulève la question de la légitimité politique. Qui décide si les mécanismes politiques existants sont adéquats ou non ? Par exemple, l'utilisation d'une violence légitime par les forces de police en Irlande du Nord s'est heurtée à la méfiance et au reproche de partialité. Dans de telles circonstances, la question de la légitimité politique se pose en Irlande du Nord avec la plus grande acuité et rejoint les réflexions actuelles sur les transformations de l'Etat national.

Le soutien dans la population

A ce statut politique de la violence en Irlande du Nord, s'ajoute sa place dans la vie sociale. Dans l'analyse du phénomène paramilitaire nord-irlandais, il faut en effet souligner le soutien dont jouissent les paramilitaires au sein de la population. Ceci est vrai des deux côtés, républicain et loyaliste. Même si l'on peut tout de suite noter que cela n'a pas été sans pressions et efforts d'intimidation de la part des paramilitaires, et que ce support n'est nullement inconditionnel, qu'il recule devant l'atrocité de certains actes, il est toutefois rare que les paramilitaires soient dénoncés par des habitants de leurs quartiers. Et, c'est cette connivence, qui permet aux paramilitaires de continuer à se percevoir comme les membres d'une organisation légitime exerçant des activités justifiées.

Ce support est amplifié et renforcé par son caractère de proximité. C'est-à-dire qu'on relève souvent une nature quasiment héréditaire de l'engagement : il se fait de père en fils, et l'on peut dire qu'il fait partie de la " carrière " terroriste, au sens où l'emploie Howard Becker. Cela confère un caractère familial ou de contiguïté à l'engagement de l'individu. Le paramilitaire fait pour ainsi dire partie de la population dans son propre quartier, où il s'enracine. Ce caractère de proximité est accentué et renforcé par le fait que la violence est assez circonscrite géographiquement, limitée à des quartiers traditionnellement ségrégués.

Les acteurs de la violence sont donc intriqués dans la société du fait de l'appui qu'ils y reçoivent. Cette insertion dans la population leur a permis de s'emparer d'un rôle supplémentaire : ils ont pu se présenter comme les défenseurs et les protecteurs des personnes ordinaires de leurs communautés respectives, ce qui a été facilité par la polarisation et la militarisation de la situation. Par exemple, une grande partie des peurs, qui ont dominé l'année 1969, doit beaucoup à l'imagination appuyée sur la mémoire collective, cependant parfois irrationnelle et incontrôlée, qui fit redouter aux protestants une insurrection catholique, tandis que les catholiques pensaient que les protestants viendraient les tuer. Le rôle de protecteurs et de défenseurs qu'ils revendiquent permet aux paramilitaires de justifier leur violence, instaurant en cela, une relation dans laquelle ils se renforcent mutuellement, et d'où provient souvent l'escalade de la violence. Et, plus particulièrement, nous avons vu l'importance de ce rôle de protecteur à l'origine de l'émergence de l'IRA " provisoire " dans le conflit nord-irlandais et de son implantation dans les quartiers.

Le caractère commun et de proximité est encore renforcé du fait qu'il ne s'agit pas d'une frange criminelle de la société, de personnes recrutées dans des milieux marginaux. La plupart des acteurs, au départ, avaient un casier judiciaire vierge, comme le montrent des études menées sur les membres paramilitaires en Irlande du Nord. Il ne s'agit pas non plus de personnes présentant des pathologies ou atteintes de déséquilibres psychiques. Si l'on reprend des variables classiques de la sociologie, on peut esquisser le portrait qui suit : les organisations paramilitaires puisent leurs recrues avant tout dans le milieu ouvrier, parmi les jeunes de sexe masculin. Pour ces personnes, souvent issues d'un milieu défavorisé et précaire, l'engagement dans des groupes paramilitaires et le fait d'être violent leur confèrent un statut, une respectabilité dans la communauté et façonnent quasiment un mode de vie.

En somme, on se trouve en présence d'un cercle vicieux : la violence fonde l'adoption d'un rôle protecteur, qui convie à une légitimité et à un soutien au sein de la population. Une force paramilitaire rend son adversaire indispensable [12]. La condition de cet enchaînement est l'absence de confiance, à l'égard de la police, mais aussi de l'autre communauté. La police est considérée soit comme partielle, soit, du côté loyaliste, comme insuffisante. De même, il y a un manque de confiance, y compris entre les membres d'une même communauté. Un unioniste modéré est un traître potentiel pour un loyaliste. Chez les populations catholiques et protestantes, cette absence de confiance se fonde, comme nous l'avons vu, sur la peur. Ce fond est sous-jacent au maintien et au développement de la violence.

Le statut de la violence dans la culture politique de l'Ulster est donc double. Elle est légitime en tant qu'elle dit poursuivre un but politique. Elle est également légitimée par son rôle pratique, à savoir la défense et la protection des populations. Ces objectifs, politique et pratique, sont tous deux centraux dans la vie de la population en Ulster, aussi bien du côté catholique que du côté protestant.

La forme de l'espace public en Irlande du Nord

Une autre caractéristique importante de la culture politique de l'Irlande du Nord est la nature spécifique de sa démocratie. Tout en étant formellement très proche des systèmes démocratiques des autres pays occidentaux, elle s'en différencie pourtant. La vie politique en Irlande du Nord a été marquée par un fort immobilisme, ceci, parce que le Parti unioniste l'emportait continuellement à chaque élection avec une très large majorité. Mais, la raison plus profonde de cet immobilisme

était la forme qu'avait pris l'espace public dans la province, caractérisé par sa fermeture, voire par son absence. Et, s'il existait formellement sur le plan institutionnel, son existence doit être mise en doute, quand on considère l'espace public comme le lieu des processus de communication et du débat dans une société. En Irlande du Nord, ce débat public était quasiment absent, tant il était étouffé par la " question nationale " qui le dominait.

Démocratie formelle sans espace public

La prééminence de la " question nationale " explique que le champ politique idéologique ne se soit pas construit autour d'une opposition de type droite-gauche, mais d'une division entre ceux qui étaient " loyaux " et ceux qui étaient " déloyaux " envers l'Etat nord-irlandais, entre les unionistes et les nationalistes. Cette division nationale, ressentie comme primordiale, a continué de l'être au cours des décennies suivantes. Invoquer ici des pesanteurs historiques ne saurait suffire. Il faut aller en chercher la raison dans la place primordiale que la question nationale a pu occuper dans l'espace public, et la fonction idéologique, à la fois réductrice et intégratrice qu'elle a pu y exercer.

Sous sa forme de réducteur, la question nationale s'est surimposée aux autres problèmes de la société. Au-delà du poids prédominant de la " question nationale " au sein d'un ensemble d'arguments, la plupart des problèmes, sociaux, économiques ou autres étaient transformés de telle sorte que la " question nationale " y apparaissait comme la dimension première et principale. Elle devenait l'aspect fondamental du problème considéré et s'imposait comme l'unique grille de lecture légitime. Ceci avait évidemment comme conséquence grave que les autres aspects de la vie politique et sociale perdaient leur autonomie dans l'espace public et n'étaient plus discutés dans leurs propres termes, entraînant un fort appauvrissement du débat public, ainsi qu'une limitation de la capacité de la société à aborder et à résoudre ses différents problèmes. Tout problème économique, politique, social ou encore culturel, notamment lorsqu'il était d'importance, risquait de se voir transformé en un problème identitaire national, se posant donc en termes de loyauté ou de déloyauté envers l'Etat. La " question nationale " imposa sa logique d'argumentation, et étouffa donc de cette façon la discussion sur d'autres problèmes intérieurs de la société ulstérienne.

La problématique nationale renforça aussi la cohésion respective de chaque communauté. Unionistes et nationalistes continuaient à être les acteurs centraux dans la société nord-irlandaise, grâce à la "

question nationale " qui leur servait de thème d'intégration principal et jouait un rôle efficace pour prévenir d'éventuels fractionnements internes, voire l'éclatement. En mettant l'accent sur la distance qui séparait prétendument les populations catholiques et protestantes en Ulster, les dissensions internes à chaque groupe étaient gommées, avec pour conséquence que le choix national l'emportait sur les autres divergences.

Le rôle de ce mécanisme se reconnaissait facilement dans la vie politique par exemple. Le thème intégrateur de la " frontière " jouait à plein lors de chaque élection et faisait obstacle à tout débat public. C'était en effet la seule question véritablement posée, et le fait de voter devenait un simple test de loyauté. Les partis ne proposaient dans leurs plates-formes électorales aucun programme, ni social, ni économique. Les élections devenaient assimilables à un référendum portant invariablement sur la même question : la constitution, le problème de la partition. Vilfr à lui seul edo Pareto a souligné l'importance pour une démocratie que ses élites soient ouvertes et circulent avec aussi peu d'entraves que possible. L'exemple de l'Irlande du Nord nous incite à ajouter qu'il est peut-être également important pour une démocratie d'assurer l'ouverture et la circulation de ses thèmes électoraux.

Le pouvoir politique unioniste fut ainsi assuré, et sa pérennité encore soulignée par les mandats consécutifs des Premiers ministres ; pendant quarante ans, l'Irlande du Nord ne changea de Premier ministre qu'une fois. Et, au parlement de Stormont, qui comportait au total cinquante-deux sièges, le Parti unioniste, d'élection en élection, en recevait toujours entre trente-cinq et quarante-deux, tandis que le nombre des sièges nationalistes et républicains additionnés oscillait entre huit et douze [13]. L'écart entre les deux formations politiques principales du pays était si important qu'il procurait aux unionistes une solide garantie de disposer en permanence de la majorité absolue, aussi longtemps que la question nationale demeurerait le seul enjeu, donc que le thème électoral resterait le même.

On pourrait ainsi conclure que les deux mécanismes, réducteur et intégrateur, ont ensemble dessiné un espace public si fortement amoindri et intégré dans une problématique identitaire nationale, que l'on pouvait parler de sa quasi-absence comme d'un trait singulier de la culture politique nord-irlandaise. Il y avait absence de débat public, une situation figée dominée par un seul et même thème, invariablement accompagné des mêmes réponses. La dichotomie

nationale fondait ainsi l'immobilisme et maintenait une culture politique, qui dans son esprit, était avant tout défensive.

[Lire la suite](#)

[Revenir à la partie précédente](#)

[1] The Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Bill de mars 1976.

[2] Ils refusèrent de revêtir l'uniforme réglementaire des prisonniers et s'enveloppèrent dans les draps de leur lit.

[3] Le gouvernement britannique leur accorda néanmoins des prérogatives liées à ce statut spécial une fois la grève arrêtée officiellement, notamment le droit de porter leurs propres vêtements, de s'associer librement et d'être logés ensemble, ainsi que de recevoir des visites hebdomadaires.

[4] Le premier interlocuteur, John Hume, est le leader du SDLP, le Parti social-démocrate et travailliste, qui est le principal parti catholique modéré en Irlande du Nord ; il est également député nord-irlandais au Parlement européen. Le second, Gerry Adams, est le leader du Sinn Fein, parti politique légal, mais exclu du champ politique officiel en tant qu'aile politique et porte-parole de l'IRA.

[5] C'est cela même qu'on appela désormais le " veto protestant ".

[6] Rapidement aussi des divergences sont apparues entre les gouvernements britannique et irlandais. Le gouvernement irlandais, voulant mettre à profit la dynamique engendrée par le cessez-le-feu, établit le 28 octobre 1994 le " Forum for Peace and Reconciliation " à Dublin, auquel participa le Sinn Fein, mais d'où étaient absents des représentants du gouvernement britannique et les protestants du Nord. Les deux principaux partis unionistes de l'Ulster, l'Official Unionist Party (OUP) et le Democratic Unionist Party (DUP), avaient refusé d'y participer. Les discussions du Forum pour la paix et la réconciliation ont eu une valeur avant tout symbolique en mettant au jour la participation du Sinn Fein.

[7] Le premier, intitulé A Framework for Accountable Government in Northern Ireland, traite des institutions politiques décentralisées

(devolution) à mettre en place en Ulster qui garantiront un gouvernement sur une base juste et équitable. Le deuxième document, intitulé A New Framework for Agreement, traite de la manière dont les relations sur l'île irlandaise et entre les îles pourraient être fondées sur la coopération et l'entente pour le profit mutuel de tous.

[8] Il est vrai que cette intervention dans le processus de paix correspond aussi à une stratégie électorale pour les Américains, ainsi qu'à leur politique d'intervention à l'étranger.

[9] En effet, le parti unioniste envoie neuf députés à la Chambre des Communes de Westminster. Puisque le gouvernement de John Major n'y dispose que d'une courte majorité de deux ou trois voix, il dépend alors dans une large mesure de leur soutien.

[10] L'Armée républicaine posa une lourde charge d'explosifs dans les " docks " de Londres, dont l'explosion coûta la vie à plusieurs personnes, fit de nombreux blessés et causa des dégâts matériels importants

[11] La participation à ces élections s'éleva à 64,5 %. La majorité des voix alla aux quatre plus grands partis de la façon suivante :

Official Unionist Party (OUP) 24,2 182 000

Social Democratic and Labour Party (SDLP) 21,4 161 000

Democratic Unionist Party (DUP) 18,8 141 000

Sinn Fein 15,5 116 000

[12] Formulée clairement par Andie Tyrie, le leader de l'Ulster Defence Association (UDA) : " Nous avons besoin d'une guerre pour nous rassembler et nous donner une identité commune ". Cité par Elizabeth Picard, " De la domination du groupe à l'invention de son identité " in D.-C. Martin (ed.), Cartes d'identité, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 152.

[13] Un trait caractéristique de cette situation politique immobile et d'un espace public absent était le nombre élevé de sièges remportés à tous les niveaux sans compétition électorale préalable. En effet, un seul candidat se présentait, et souvent sans même faire de campagne, gagnait automatiquement dans sa circonscription. Presque la moitié

des sièges unionistes aussi bien que nationalistes n'étaient pas disputés en Ulster.

Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 3)

La question de l'émergence d'une nouvelle culture politique en Irlande du Nord

Peut-on apercevoir aujourd'hui des éléments d'une évolution vers une ouverture ou une démocratisation de la culture politique en Irlande du Nord ? Même si l'on ne peut pas réellement parler de transformation, de nouvelles idées et représentations se sont esquissées dans la perception des problèmes.

La première évolution vers une ouverture de l'espace public s'est faite dans les années soixante, avec l'apparition de nombreuses associations au sein de la minorité catholique, puis du mouvement des droits civiques. Les revendications étaient formulées sans aucun rapport avec le partage de l'Irlande, les demandes d'égalité civique, de légitimité sociale et de justice étaient en effet dissociées des questions de la partition et de la réunification pour la première fois dans l'histoire de l'Irlande du Nord. Ce fut également le cas des tentatives du gouvernement de l'époque Terence O'Neill pour introduire les problèmes économiques dans le débat et mener une campagne électorale sur d'autres thèmes que le Orange and green issue. Toutefois, l'influence croissante des loyalistes au sein des unionistes, l'entrée en scène de l'IRA comme un acteur majeur du conflit, l'étendue des violences, entraînèrent une tendance au repli de l'espace public.

Une amorce d'ouverture d'un espace public procède des différentes tentatives de négociations politiques des deux dernières décennies, dont nous avons parlé plus haut globalement comme d'un échec à la fois pratique et politique. Il faut toutefois nuancer ce constat d'échec dans la perspective qui nous intéresse ici. En effet, les propositions et les idées mobilisées dans le contexte des négociations ont permis, dans une certaine mesure, le développement d'un espace de débat. Le fait que la recherche de solutions au conflit ait été régie par l'objectif de ne pas en imposer une à l'Ulster a fortement contribué à cette ouverture, en laissant aux partis nord-irlandais la tâche d'élaborer eux-mêmes une voie viable et une forme de gouvernement adaptée. Cette pratique des négociations a favorisé le développement d'une culture politique plus démocratique dans la province. Si l'on peut parler d'un vacuum politique sur le plan des institutions dans le pays, on ne peut guère parler d'un vacuum politique en général.

Mais, il faut tout de suite ajouter que l'apparition d'un espace public et la mobilisation d'idées ont essentiellement eu lieu autour de la question nationale. Ceci est un pas très important pour la modification

de la culture politique, car la question nationale est ainsi devenue une question légitime pouvant être soumise à discussion : c'est donc la représentation politique de la problématique nationale qui s'est transformée. Avec les discussions politiques, s'est peu à peu développée, une argumentation autour de la question nationale, qui la nuance et rompt la dichotomie loyauté/déloyauté dans laquelle elle s'était enfermée. Réintroduite dans les discussions politiques en tant que " dimension irlandaise " (Irish dimension) du conflit, elle s'est ainsi ouverte à de nouvelles interprétations. La République d'Irlande, par exemple, a évolué de son attitude possessive des premières années, où elle considérait l'Irlande du Nord comme un objet " that could easily be displaced and taken ", vers une conception de l'unification irlandaise réalisable seulement grâce à un consentement mutuel. L'IRA a évolué d'une vision de l'unité nationale irlandaise comme unitaire à une conception fédérale d'une Irlande unifiée ; la Grande-Bretagne, qui avait pendant longtemps insisté sur le fait que le conflit en Ulster était un problème britannique strictement interne, souligne aujourd'hui que chercher une solution au conflit relève d'une responsabilité commune et partagée entre le Royaume-Uni et la République d'Irlande. Ce ne sont que quelques unes des dimensions de ce nouveau débat, mais qui indiquent clairement un changement de vision, devenue plus ouverte et plus consensuelle, chez la plupart des acteurs. Ce qui, à la longue, pourrait conduire à une thématique " post-nationaliste " et rejoindre les discussions sur le " multiculturalisme ".

Il faut ajouter que la représentation politique s'est modifiée sous encore un autre aspect par la volonté d'inclure tous les acteurs dans le processus de paix. Jusque-là, l'attitude prédominante avait en effet été la mise à l'écart de tout acteur qui avait recours à la violence. Les gouvernements britannique et irlandais, en passant d'un discours d'exclusion à un discours d'inclusion, sont passés d'une logique de marginalisation politique à une forme de reconnaissance par laquelle l'acteur est investi d'un droit légitime d'exprimer ses objectifs.

Enfin, une autre expérience importante encore, qui renvoie à la question de l'émergence d'une nouvelle culture politique, est l'affrontement en Ulster sur le principe démocratique de majorité. Le gouvernement britannique avait délimité le cadre des discussions en proposant le modèle politique de partage du pouvoir. Si ce modèle a recueilli l'approbation la plus large, il s'est aussi heurté à une opposition farouche des loyalistes. L'idée de ce modèle est qu'à la minorité catholique revient un droit de gestion politique des affaires nord-irlandaises, inscrit dans la Constitution. Un tel droit pourrait, par exemple, être garanti par sa présence constitutionnellement légale

dans le cabinet du Stormont. Parmi les unionistes, les loyalistes rejettent résolument ce principe. Ils lui opposent le droit de la majorité comme le seul principe politique légitime et démocratique. A partir de là, ils insistent sur le fait qu'en tant que majorité en Ulster, les protestants unionistes n'ont en aucun cas à partager le pouvoir avec la minorité. En conséquence, ils demandent le rétablissement d'un gouvernement régional semblable à l'ancien Stormont, et s'opposent à la remise en cause du principe de majorité. En revanche, l'accord sur le principe d'un droit de minorité est partagé par le Social Democratic and Labour Party (SDLP), qui le revendique lui-même, et est également rejoint en cela par une partie de la population protestante unioniste, comme l'ont montré les discussions, à différentes époques, menées dans les " Northern Ireland Assemblies ".

En résumé, on peut dire que ces diverses expériences et discussions politiques ont rendu visible la complexité de la situation au Nord, qui avait à peine fait l'objet de discussions auparavant, et ont donné la parole à différents points de vue. Ce qui correspond à la définition même de la formation d'un espace public.

Transformation d'une société

Il est probablement juste d'affirmer qu'au cours du dernier quart de ce siècle, les oppositions entre les deux communautés se sont accentuées, essentiellement du fait de la violence et de la peur qui l'accompagne. La violence a aussi renouvelé l'appel à des identités nationales. En effet, l'interprétation dominante selon laquelle il s'agit d'un conflit axé sur la " question nationale " non seulement est insuffisante et réductrice, mais contribue à renforcer l'impasse dans laquelle s'est enfoncée la province ces dernières décennies. La situation conflictuelle et la violence en Irlande du Nord doivent plutôt être reliées à une autre dimension, à savoir la difficile et lente transformation de la société nord-irlandaise. L'Ulster au début des années soixante a été marqué par une importante tentative de modernisation économique, sociale et culturelle, à la source même des conflits en Irlande du Nord. Il s'agirait donc davantage d'un conflit social ou sociétal que d'une lutte de libération nationale, en dépit des apparences contraires. Le projet gouvernemental de modernisation est devenu un enjeu conflictuel capital, car sa portée centrale a précisément été de remettre en cause, ou, comme le dirait Jürgen Habermas, de " problématiser " l'importance accordée à la question nationale.

Nous nous proposons ici de montrer le déclenchement de ce processus de modernisation en Irlande du Nord, comme volonté politique de l'Etat, et ses retombées pour la société en tant qu'enjeux conflictuels entre les acteurs.

La structure de " classes nationales " de l'Irlande du Nord

Comme nous avons pu le voir, on retrouve après 1920 les mêmes adversaires historiques qu'auparavant, mais dans la seule Irlande du Nord. Au sud, s'il est vrai que le problème national a encore un temps exercé une influence sur la vie politique, son importance s'est amenuisée. En Irlande du Nord par contre, les dissensions historiques se maintinrent, façonnant en profondeur la vie politique et sociale pendant près d'un demi-siècle. Ces dissensions se focalisèrent sur le problème de la " frontière ". La partition de l'île incarna d'emblée l'enjeu central pour la société nord-irlandaise, et dessina les lignes de division internes à la société, constituant des classes " nationales ".

Au centre de cette division se trouvait l'Etat. Le statut de semi-autonomie de la province avait en effet permis à la classe dominante et dirigeante locale, les unionistes, de s'installer, notamment grâce à ses liens étroits avec l'Etat. Cette classe nationale s'investissait dans la défense de l'Etat et de l'union avec la Grande-Bretagne. L'Etat garantissait en effet sa suprématie et son pouvoir dominant, institutionnalisait le caractère de supériorité grâce au contrôle que la majorité protestante unioniste réussissait à exercer sur l'Etat, ce qui lui procurait des avantages, par exemple l'embauche préférentielle. Cependant, la domination s'imposait plus encore par un discours qui faisait des valeurs unionistes et protestantes les seules légitimes, tandis que celles de la classe nationale dominée, composée de la population catholique, n'étaient pas reconnues. L'Etat occupait donc une place en fin de compte sociale et pas seulement politique, assurant le statut dominant de la classe protestante unioniste, et interdisant la reconnaissance politique, sociale et culturelle de la classe dominée nationaliste catholique. C'est pourquoi la " question nationale " était assimilée par chaque classe à la garantie ou à la négation de son existence et de son intégrité.

Ce sont les deux classes nationales qui ont imprimé leur marque à la vie sociale et politique nord-irlandaise. Leur antagonisme n'était pas de nature socio-économique [1], comme c'est le cas dans les pays occidentaux, même si l'Irlande du Nord fait partie des sociétés industrielles avancées. C'est précisément ce caractère de division de classes singulier qu'elle a conservé tout au long du siècle. Et on peut

parler d'immobilisme sur le plan social, comme nous l'avons pu faire sur le plan politique. La ségrégation par l'espace résidentiel, éducatif, religieux, professionnel et associatif était un trait descriptif important de cette structuration sociale nord-irlandaise. Et l'on peut dire que la société nord-irlandaise était en partie construite en double, avec la coexistence de deux communautés caractérisées par leur identité culturelle et nationale, et n'interagissant entre elles que de façon limitée. Les appartenances unionistes et protestantes d'un côté, nationalistes et catholiques de l'autre, étaient reliées aux qualifications de " loyal " et de " déloyal " par rapport à l'Etat, ce qui devint la justification fondamentale de l'opposition entre les " classes nationales " .

L'époque de Terence O'Neill

Si nous insistons tant sur cette configuration spécifique que la division entre les acteurs nationaux a prise et conservée en Irlande du Nord, c'est pour bien rendre compte des effets de la modernisation entamée sous le gouvernement O'Neill. Les efforts de ce dernier peuvent paraître limités, et ses aspirations modérées, voire classiques dans le contexte occidental ; ils prennent leur signification à partir de l'antagonisme national de la société nord-irlandaise.

L'immobilisme politique et social en Irlande du Nord s'était maintenu une cinquantaine d'années avant d'être rompu. Ne pouvant pas entrer ici dans le détail de ce processus, et expliciter ses signes avant-coureurs apparus depuis la fin des années cinquante, nous allons nous centrer sur les années du ministère de Terence O'Neill, dont le projet modernisateur a marqué l'époque d'une manière capitale. Le nouveau dynamisme qui se fit alors jour en Ulster est constaté par la plupart des observateurs. On peut en effet dire que le phénomène de la modernisation en Irlande du Nord correspond à l'époque d'O'Neill (1958-1969), d'abord ministre des Finances, puis à partir de 1963, Premier ministre de l'Irlande du Nord [2].

A cette époque, la dimension socio-économique est apparue comme capitale et a gagné une importance égale à la dimension nationale dans la politique officielle. La tentative de modernisation de l'Ulster devint un projet de l'Etat et fut porté par le gouvernement O'Neill. La modernisation ne se limita pas seulement à encourager la croissance économique mais chercha aussi à s'appliquer à la société nord-irlandaise dans son ensemble. Avant tout, il s'agissait de repousser la question nationale hors du centre des préoccupations de la société. O'Neill soutenait que l'Ulster devait accepter la modernisation et se

détourner de la parish pump, puisqu'aucun consensus n'était possible sur la " question nationale ". En revanche, la population devait travailler ensemble afin d'augmenter le niveau de vie. La modernisation fut pour ainsi dire opposée à la question nationale. Toutefois, on ne peut parler que d'une tentative et non d'une modernisation réussie, qui aurait achevé de renverser les échelles de valeurs et la hiérarchisation des critères d'action. Le projet modernisateur a pu inhiber la pleine capacité mobilisatrice de la question nationale, sans cependant pouvoir l'annuler. La modernisation s'exprima par un renouveau du langage. O'Neill, en cherchant à conférer une vie autonome aux différentes dimensions de la société et à miner la prédominance de la question nationale, espérait ouvrir de nouvelles voies. Ce changement culturel était un enjeu central, porteur à terme d'une restructuration sociale et d'une transformation des rapports sociaux. Et effectivement, la modernisation a conduit à un éclatement de la structure en classes nationales de l'Ulster.

Le projet modernisateur de l'Etat

La société nord-irlandaise tout entière était appelée à s'unir sous le signe du développement. Celui-ci était certes économique, mais pour l'assurer il fallait aussi préparer des infrastructures d'une autre nature. En effet, le contenu économique et le contenu social et culturel étaient pensés comme étroitement imbriqués. Et le renouvellement social et culturel était considéré comme d'autant plus nécessaire que certains retards dans ces domaines risquaient d'entraver le développement économique.

Orientation économique

L'objectif de développement économique acquit un nouveau statut dans le cadre de la politique o'neillienne. Pour la première fois, les sombres prévisions économiques furent assimilées à une " crise ", et on considéra que l'avenir du pays dépendait de la solution apportée à ces difficultés, qu'il fallait discuter et traiter en des termes économiques et non sous l'angle de la " question nationale ".

Le projet du gouvernement avait pour objectif de surmonter les handicaps d'une économie structurellement précaire, qui souffrait d'un chômage chronique élevé et d'un faible niveau de productivité, et de mettre en place une économie moderne. La planification o'neillienne consistait en la volonté d'associer impulsion étatique et capitaux privés, l'Etat modernisateur, sans se substituer aux entreprises, avait pour mission de mettre en place une infrastructure efficace. Pour ce

faire O'Neill adopta de nouvelles pratiques. Il s'appuya notamment sur des études d'experts, toutes réalisées et publiées en quelques années seulement. La création de zones prioritaires de développement comptait parmi les mesures de grande envergure. Ainsi, la ville nouvelle Craigavon, créée à partir de deux villes anciennes, Lurgan et Portadown, devint un symbole du nouvel Ulster. Un autre pôle de croissance réunissait les villes d'Antrim et de Ballymena. En 1965, fut créé l'important Ministère du Développement qui occupa une position clé dans l'ensemble du projet et contribua beaucoup au nouveau dynamisme [3]. L'implantation d'une deuxième université en Ulster à Coleraine, la rénovation des infrastructures urbaines, l'amélioration du système des transports, ainsi que la mise sur pied de programmes de formation industrielle et de formation à la gestion (management training), tous lancés par la politique gouvernementale témoignèrent de l'importance désormais accordée aux questions du développement du pays.

Orientation sociale

En ce qui concerne l'orientation sociale et culturelle, le projet de modernisation professa une idéologie intégratrice. Croissance et modernisation économiques représentaient un projet à accomplir par la population toute entière et en commun, en mettant en veilleuse convictions et divergences politiques, religieuses et sociales. Chacun était invité à participer et à construire l'avenir, notamment la population catholique-nationaliste. La portée d'un tel appel doit être appréciée par rapport à son contexte historique : du bien-être matériel qui résulterait du progrès économique, on escomptait qu'il permettrait de surmonter les divisions communautaires. C'était donc un discours intégrateur, et l'argument de la taille réduite de l'Ulster était utilisé pour le soutenir. L'effort devait porter sur la construction commune de l'avenir, et c'est seulement sur le fond d'une analyse de l'époque précédente qu'il est possible de comprendre en quoi la modernisation a émergé comme une nouvelle orientation sociale et culturelle.

Les implications de la modernisation

Il devint manifeste que le projet modernisateur de l'Etat avait des implications d'une portée considérable puisqu'il proposait, ou tout du moins, amorçait des redéfinitions de la réalité politique et sociale nord-irlandaise. Trois de ces redéfinitions paraissent particulièrement significatives.

Le maintien de l'union entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne demeura un objet non négociable, mais changea profondément de sens. Dorénavant, il ne suffisait plus que l'Ulster soit rattachée à la Grande-Bretagne, il fallait devenir un membre actif et dynamique du Royaume-Uni. L'unionisme moderne cherchait à se défaire de son esprit défensif et immobiliste et à ne plus être prioritairement un instrument tourné contre le nationalisme irlandais. Au-delà de sa réalité politique et constitutionnelle, l'union se trouvait désormais investie d'un contenu nouveau, la croissance économique et aussi une ouverture culturelle et intellectuelle sur le monde, où le maintien de l'union devenait le seul cadre politique dans lequel le projet modernisateur avait une quelconque chance de réussir. " This is not just a question of nationalism " [4], disait O'Neill. Le manifeste électoral du Parti unioniste pour les élections de 1965 au Stormont illustre parfaitement ce déplacement de sens essentiel. Pour la première fois, le parti chercha à adopter un nouveau langage, à quitter le traditionnel débat politique réducteur focalisé exclusivement sur la " question nationale ", et à aborder des problèmes économiques et sociaux liés au développement du pays.

Ces déplacements de sens impliquaient pour l'unionisme le devoir de se forger une nouvelle identité tournée vers l'avenir. Pour l'unionisme protestant, le projet modernisateur de l'Etat signifiait en somme un défi lancé à son ancienne identité, mise en péril non par les nationalistes, mais par la redéfinition qui émanait de leur propre part.

Depuis 1920, les rapports Nord-Sud avaient été marqués par l'hostilité, aiguë par moments, un ton polémique et inconciliable était de rigueur, et l'absence d'organismes officiels aux niveaux intermédiaires conduisait à l'inexistence de relations entre les deux pays. Ce que l'on pourrait appeler la " politique extérieure " de l'Irlande du Nord, c'est-à-dire sa relation avec la République d'Irlande, faisait également partie du projet modernisateur de l'Etat. L'objectif sous O'Neill était de faire un partenaire économique du pays qui avait jusque-là été un adversaire politique.

Sur ce fond, l'initiative prise par Terence O'Neill d'inviter Sean Lemass, le Premier Ministre de la République, apparut comme audacieuse. En effet, la première entrevue qui eut lieu en janvier 1965 à Belfast, au Stormont, avait été arrangée secrètement et ne fut annoncée publiquement qu'au dernier moment. Ce fait même traduisait qu'il s'agissait là d'un événement exceptionnel, délicat à mettre en œuvre, et difficile à faire accepter. Pour la première fois depuis 1920, une communication avait été tentée à haut niveau politique entre les deux

parties de l'île [5]. Or, les objections faites à ce genre de contacts étaient si fortes dans certains milieux unionistes, qu'il fallut les interrompre. En dépit du caractère apparemment sobre et bien délimité des thèmes qui étaient traités lors des discussions, ces rencontres n'échappèrent pas à des connotations politiques autres [6].

Parmi ses implications de grande portée, la modernisation proposait également une autre représentation de la population catholique. L'image de déloyauté intrinsèque à la minorité était remise en question. Son étiquetage en tant que collectivité déloyale envers l'Etat nord-irlandais, et qu'il fallait par conséquent tenir à l'écart, avait jusque là fourni une formule éprouvée aux unionistes-protestants qui légitimaient ainsi leur suprématie politique, sociale et culturelle. Le discours de la modernisation cherchait en revanche à parler un autre langage et à reconnaître l'existence de deux traditions culturelles et politiques en Ulster. Des gestes symboliques du Premier Ministre O'Neill, comme la visite d'une école catholique, ou sa photo serrant la main à la mère supérieure d'un monastère, allaient dans le même sens.

En effet, le projet modernisateur de l'Etat considérait la participation de la minorité catholique-nationaliste comme indispensable à la réussite du développement économique et social du pays. Ceci indiquait un changement de vision fondamental, tout du moins au niveau du langage officiel gouvernemental. La population catholique-nationaliste était reconnue comme faisant pleinement partie de la vie de la société nord-irlandaise et sa marginalisation officielle était rompue par cette invitation à la participation qui lui était adressée. Le développement de l'Ulster se présentait comme l'objet d'une coopération possible. Plus encore, du fait que sa participation était considérée comme un facteur indispensable du développement, la minorité catholique-nationaliste était censée occuper une position centrale dans la société. Elle s'avancait ainsi au rang d'égaux aux côtés des protestants-unionistes, et se débarrassait de son statut d'"out-group", qu'elle avait eu aussi longtemps que la "frontière" était restée le thème principal. En somme, l'équation fondamentale qui structurait la société nord-irlandaise était menacée d'éclatement par la mise en pratique du projet modernisateur.

La modernisation devient un enjeu conflictuel pour les acteurs

Le projet o'neillien de modernisation a seulement pu initier un processus qui n'a pas trouvé d'expression achevée sur les plans économique, social, politique et culturel dans la réalité nord-irlandaise.

Dans le domaine économique, il connut une amorce de traduction limitée, mais tout de même palpable. Et en matière sociale et culturelle, il a su ouvrir une brèche et remettre en question la façon d'être et de penser de la société ulstérienne. Le projet de modernisation du gouvernement n'avait donc qu'amorcé sa concrétisation dans les années soixante, ce qui ne l'empêcha pas de jouer à plein sur le plan symbolique par les implications qu'il véhiculait et annonçait. De fait, la modernisation de l'Ulster était devenue un enjeu majeur et conflictuel pour les acteurs. Et nous pouvons dire que le conflit en Irlande du Nord a son fondement et son point de départ dans le début de la modernisation de la province.

En dépit du fait qu'elle a été pensée en des termes non-conflictuels, la modernisation o'neillienne ne pouvait guère échapper à ses effets diviseurs, puisqu'elle s'était attelée à redéfinir la place de la problématique nationale dans la vie de la société ulstérienne en introduisant une perspective socio-économique. En effet, elle n'avait pas la même signification pour les populations catholiques et protestantes. Pour la classe nationale dominée, la modernisation constituait plutôt une promesse. Pour une partie de la classe nationale dominante et dirigeante par contre, elle était ressentie comme une menace.

Promesse de reconnaissance et de légitimité sociale pour la minorité catholique

L'acte modernisateur offrait à la minorité catholique la promesse d'une place centrale dans la société nord-irlandaise. Le nouveau langage ne stigmatisait plus la minorité comme " déloyale " mais affirmait au contraire la reconnaître dans son identité culturelle et politique. La modernisation était reçue comme une promesse parce qu'elle s'accordait avec un changement d'attitude de la part de la population catholique elle-même, plus conciliante et moins hostile à l'existence d'une Ulster politiquement liée à la Grande-Bretagne, ce dont témoignaient par exemple des enquêtes d'opinion. Le projet modernisateur renforça beaucoup cette attitude. Ce changement d'orientation s'exprima plus particulièrement par la profusion d'associations qui, dès 1964, commencèrent à créer un espace public, ainsi que par le mouvement des droits civiques de 1968. A vrai dire, ces demandes ne faisaient que réclamer l'octroi de ce qui avait été promis par le discours modernisateur. Nous savons déjà, que toutes ces demandes, étaient dissociées du problème de l'unité irlandaise. Cette dissociation était en elle-même un facteur important de modernisation en Ulster. L'aspect central des revendications résidait

moins dans leur contenu que dans la demande de reconnaissance d'une légitimité sociale et culturelle. Le principal parti politique catholique, le SDLP prolongea la même demande intégratrice, en revendiquant participation et partage du pouvoir en Ulster.

La conflictualisation autour du projet de modernisation se fit principalement pour deux raisons. La première était que le programme de développement contenait en germe une exclusion renouvelée de la population catholique. Le plan Wilson notamment concentrait fortement les lieux de l'expansion économique à l'est dans les comtés majoritairement protestants tandis que les principaux comtés catholiques situés à l'ouest, comme Londonderry, n'étaient que peu pris en compte. De surcroît, le gouvernement avait préconisé des réformes électorales qui n'eurent pas lieu. On pourrait prolonger la liste des choses qui montrent les écarts par rapport à la promesse modernisatrice.

La deuxième cause de la conflictualisation de la situation était l'opposition loyaliste à la reconnaissance de l'égalité de la population catholique. Les loyalistes tentèrent d'assimiler les activités des droits civiques à une subversion républicaine, bref, à des actes de "déloyauté". Nous avons rencontré des exemples de ce refus tout au long de ce texte. Le refus de la reconnaissance fut un facteur déterminant dans la production des violences, qui contribua beaucoup au repli sur l'IRA de la population catholique dans les quartiers populaires.

Conflit sur l'hégémonie culturelle au sein des protestants unionistes

Du côté de la classe nationale dominante et dirigeante, une partie de la population, notamment celle des quartiers populaires, se sentait menacée par les transformations initiées par le projet o'neillien. Celles-ci lui faisaient craindre la perte de ses anciennes prérogatives qui la faisaient appartenir à un groupe dominant. Cette appartenance ne lui était assurée que dans une société qui continuait à se focaliser sur la "question nationale". La perspective de changement de priorités et d'orientations l'inquiétait donc fortement et renforça son attitude défensive.

Ceci mena à une conflictualisation du côté unioniste-protestant. Le projet modernisateur introduisit en effet un clivage dans la classe nationale dominante et déclencha ainsi un grave conflit en son sein. A un appel à la modernisation s'opposait un appel au maintien du statu quo. Le conflit était donc une lutte pour l'hégémonie culturelle, qui

traduit l'opposition sur des modèles culturels, pour utiliser le terme d'Alain Touraine. Ce conflit interne aux protestants unionistes a toujours été un élément important du conflit nord-irlandais. Il a commencé très tôt et s'est manifesté avant même la réapparition de l'IRA. C'est pourquoi, le loyalisme ne peut pas être considéré comme une réaction (backlash) aux activités du mouvement républicain. L'intensification continuelle de ce conflit interne à la population protestante-unioniste compte parmi les aspects les plus décisifs du conflit nord-irlandais. Ceci est occulté complètement, lorsque l'attention se porte avant tout sur l'IRA.

Les événements depuis 1964 témoignent de l'émergence, puis de la constante progression de la tendance loyaliste dans la population protestante-unioniste. En septembre 1964, lorsque dans l'incident de Divis Street, Ian Paisley accusa la " nouvelle tolérance " du gouvernement O'Neill, il était encore presque inconnu. Le langage fort et violent de cet homme haut en couleurs a rapidement été repris par d'autres tels que William Craig et Harry West. Avec les années, l'impact croissant des loyalistes se fit sentir sur divers plans : le support électoral, le renforcement et l'unification de leurs organisations, telles que le DUP, Vanguard, l'UWC, l'UDA. Leur contrôle sur le parti unioniste s'accrut et West prit la tête du parti après 1974. L'orientation loyaliste bénéficia d'un soutien populaire croissant, ce qui s'est vu clairement dans le succès des rassemblements de masse et des grèves générales, ainsi que dans les activités paramilitaires. Sous la pression loyaliste, O'Neill a dû démissionner après avoir fait passer une réforme électorale égalitaire, Chichester-Clark est tombé sur la réforme de la police, et Faulkner a dû accepter l'internment avant de tomber sur la question du gouvernement de partage du pouvoir. Le déchirement et les luttes au sein de la classe dominante et dirigeante ne portent pas sur des divergences internes au parti ou entre des hommes, mais expriment une résistance acharnée à tout changement des termes du débat et du modèle culturel. Le clivage au sein de la classe dominante est un élément central à prendre en compte dans l'analyse des conditions de sortie de la violence.

Conclusion

En août 1994, le cessez-le-feu a entraîné une vague d'enthousiasme, particulièrement montée en épingle par les médias qui annonçaient la perspective d'une fin imminente du conflit, alors que l'attitude des Irlandais du Nord était bien plus réservée. La suite des événements a montré le bien-fondé de ce scepticisme. En fait, il est à peine exagéré de dire que très vite, le processus de paix s'est trouvé dans une

impasse, le Sinn Fein en tant qu'acteur politique étant à nouveau exclu des négociations. Comment pouvait-on sans le Sinn Fein commencer un dialogue dans lequel, comme l'a exprimé Bill Clinton à Belfast en 1995, " tous les points de vue seraient représentés et tous les points de vue pourraient être soutenus " ? Sans la participation du Sinn Fein, les négociations pour la paix et pour l'avenir de l'Ulster ressemblent fort aux tentatives politiques précédentes, et on ne sait trop pourquoi elles iraient plus loin que celles du passé.

Il ne semble en effet pas favorable, si l'on souhaite rompre avec le cours des violences, de ne pas inviter le Sinn Fein à la table des négociations. Tout en maintenant l'exigence d'un nouveau cessez-le-feu, il ne faudrait cependant pas en faire une condition sine qua non. De plus, on peut se poser la question de savoir si l'arrêt des violences est vraiment un préalable nécessaire à la résolution des conflits. L'idée, selon laquelle, sans cessez-le-feu, la paix ne peut avoir lieu provient de la transposition de l'image de la guerre sur le terrain de la vie sociale, et donc d'une conception militaire appliquée à des rapports politiques et sociaux. Ce dont le terme de cessez-le-feu lui-même témoigne, et il convient de remettre cette idée en question. En fait, poursuivre une politique d'exclusion à l'égard du Sinn Fein en lui fermant toute perspective d'avenir politique, comporte le risque de son repli sur la seule violence. Surtout parce que le Sinn Fein, plus que l'IRA, a montré un intérêt croissant pour l'utilisation des institutions politiques pour faire valoir son influence. Cela signifie en effet l'entrée d'un acteur violent dans l'espace public, ou tout du moins le désir de faire ainsi. A vrai dire, la mise en pratique dans les faits du principe d'inclusion politique appliqué aux acteurs de violences est probablement la seule issue dans le cas nord-irlandais pour aboutir à des négociations qui aient une portée effective, vu le statut de la violence dans ce pays.

Reconnaître un acteur ne signifie pas qu'on en accepte les buts ou les moyens d'action. On peut plutôt dire que la reconnaissance d'un acteur est une façon d'entrer dans un certain type de relation avec lui, et indique ainsi un mode de coordination des actions dans une société, pour employer ici un terme de Jürgen Habermas. La reconnaissance, comme aussi par exemple l'ignorance ou la répression, qui peuvent être pensées comme diverses façons de coordonner les actions, sont étroitement liées à une culture politique et sont des manières de gérer les conflits, polarisations et antagonismes dans un pays.

La reconnaissance du Sinn Fein dans son statut d'acteur ne signifierait pas non plus l'acceptation d'une interprétation du conflit en tant que

lutte de libération nationale. La réduction du conflit nord-irlandais à une telle interprétation ne paraît pas recevable, mais au contraire dangereuse. La visibilité de l'IRA, en particulier puisqu'elle est renforcée par les médias et par la militarisation de la situation conflictuelle, incite à occulter d'autres significations du conflit. Nous avons dans notre analyse cherché à ouvrir encore une autre perspective et tenté de montrer qu'une des causes du conflit nord-irlandais réside justement dans la problématisation de la question nationale, qui a été suscitée par la politique de modernisation menée dans les années soixante par le gouvernement O'Neill. Dans cette perspective, la lutte pour la libération nationale doit être comprise comme placée dans un rapport de tension avec le processus de transformation de la société nord-irlandaise. Ce dernier a notamment conduit en Ulster à un champ d'action qui est doublement fragmenté, entre les anciennes classes nationales et à l'intérieur de chacune d'elles, ce qui a amené le problème non résolu aujourd'hui de la reconstruction d'une représentation générale de la vie sociale pour fonder une politique.

Les enjeux qui sous-tendent le conflit nord-irlandais, du côté catholique ainsi que du côté protestant, ne peuvent pas trouver de solution sur un plan purement politique. Du côté de l'acteur catholique, les effets de la modernisation ne peuvent être effacés. Celui-ci s'investit aujourd'hui moins de contester l'existence de l'Ulster que de souhaiter intégration sociale et économique et participation politique. Du côté de l'acteur protestant-unioniste, c'est sa division interne qui est le facteur le plus important de la situation conflictuelle. Surtout le fait que les loyalistes sont devenus prééminents au détriment des protestants-unionistes modernistes auxquels ils ont ôté presque toute influence politique. C'est l'acteur loyaliste qui selon nous constitue le problème le plus urgent. Son refus catégorique maintenu jusqu'à présent doit être considéré comme le problème le plus délicat et le plus central de l'actuel processus de paix. Il s'agit d'un acteur qui se sent menacé par la modernisation dans son statut de groupe dominant et qui réagit de façon défensive pour tenter de retourner au statu quo ante. Il est important de considérer les loyalistes, peut-être plus encore que l'IRA, comme le problème principal du conflit nord-irlandais.

Dès lors, nous postulons que ce sont ces enjeux, dans leur ampleur, qui sont à la base des conflits en Irlande du Nord. Il est donc dangereux de réduire le processus de paix à la seule question nationale, et il faut au contraire établir un lien explicite entre le

processus de paix entamé aujourd'hui et la transformation sociale pour sortir plus durablement de la violence.

*Karin Renon est ingénieur d'études au CNRS

[Revenir à la partie précédente](#)

[Revenir à la première partie](#)

[1] En effet, les " classes nationales " ne sont pas définies par une unité des caractéristiques économiques et sociales. Elles ne se divisent pas selon des critères tels que le revenu et la profession. Même si les statistiques indiquent une plus forte concentration de la population catholique au bas de l'échelle sociale et des protestants en haut, la population des deux communautés se répartit de façon relativement symétrique entre les différentes catégories socioprofessionnelles (CSP). On ne peut en aucun cas identifier les catholiques à une population ouvrière, membre des CSP inférieures, ou d'exclus, pas plus qu'on ne peut assimiler les protestants à une classe supérieure en termes socio-économiques et professionnels. En chiffres absolus, la classe ouvrière est majoritairement protestante.

[2] En avril 1963, Terence O'Neill succéda à Lord Brookeborough. Contrairement à son prédécesseur, c'était un homme ouvert sur l'étranger, et les questions internationales et financières lui étaient très familières. Il avait par exemple été membre du Fonds monétaire international (FMI). La présence diffuse de critiques tant sur le plan culturel qu'économique au début des années soixante a certainement préparé le terrain pour permettre l'accession au pouvoir d'un homme comme O'Neill. Alors que la politique des administrations de Craigavon et de Brookeborough était tournée vers le passé et dominée par l'héritage des luttes autour de la question nationale, O'Neill par contre, sans se démarquer de certaines lignes, s'affranchit des aspects les plus sclérosants de cette politique. Tous les observateurs s'accordent à constater un nouveau dynamisme sous O'Neill, bien qu'il restât conservateur.

[3] A la tête du Ministère du Développement fut nommé Brian Faulkner, qui plus tard succéda à Terence O'Neill comme Premier ministre.

[4] Terence O'Neill, *Ulster at the Crossroads*, Londres, Faber and Faber, 1969, p. 49.

[5] Le communiqué publié au terme de la rencontre, le 14 janvier 1965, soulignait que le motif de cette entrevue avait été de discuter des possibilités d'une coopération technique, commerciale et administrative régulière et institutionnalisée entre les deux pays, et que ses objectifs n'avaient pas été politiques.

[6] Ce n'est que deux ans plus tard, en 1967, qu'un nouvel échange de vues fut tenté entre les premiers ministres O'Neill et Jack Lynch, successeur de Lemass.